

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



LA DOCTRINE MILITAIRE RUSSE

Analyse comparative des doctrines militaires russes
de 1993 et de 2000

Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Frédéric RICHAUD
dans le cadre du séminaire
« La Russie et son environnement proche »

Directeur : Mademoiselle Isabelle FACON

Avril 2002

Analyse comparative des doctrines militaires russes de 1993 et de 2000

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT DE LA PUBLICATION DES DEUX DOCTRINES MILITAIRES

Le contexte général de la rédaction des doctrines militaires

La nature transitionnelle des doctrines militaires

Les difficultés à la rédaction des doctrines militaires entre 1993 et 2000

- *Les difficultés idéologiques et politiques*
- *La controverse « forces conventionnelles » versus « forces nucléaires »*
 - *La crise des effectifs et la marche vers la professionnalisation*

DEUXIEME PARTIE : LES THEMES CENTRAUX DES DEUX DOCTRINES MILITAIRES

Le contenu : données politiques, militaires et économiques

Les commentaires :

- *Les vraies priorités de la sécurité de la Fédération de Russie*
 - *L'Occident nouvel adversaire*
 - *Le phénomène nucléaire*
- *Les forces armées et la capacité d'intervention intérieure*

PREAMBULE :

Les doctrines militaires dans les versions 1993 et 2000 qui nous intéressent au cours de cette étude constituent les deux documents de référence pour la Fédération de Russie en matière de sécurité militaire ; la doctrine militaire de sécurité n'étant qu'un aspect partiel d'un concept plus global de sécurité.

Avant tout, il est nécessaire de resituer la portée de ces « doctrines » militaires dans une référence de lecture française.

En effet, une grille d'analyse française du mot « doctrine » pourrait conduire à chercher dans cette notion des indications relatives aux conditions tactiques et techniques de l'engagement opérationnel des Forces armées de la Fédération de Russie sur les théâtres d'opérations intérieurs ou extérieurs où elles seraient susceptibles de s'engager. Cette interprétation débouche alors sur la description du « comment » de l'emploi des Forces armées de la Fédération. Les deux doctrines militaires ne recouvrent pas ce « comment » de l'emploi des Forces armées russes.

Selon la même grille de lecture française, leur bon niveau d'appréciation se situerait en définitive à hauteur du « concept d'emploi des forces » relevant du « pourquoi » à l'engagement des Forces armées.

Ces documents s'apparenteraient donc à des concepts d'emploi relevant de l'Etat-major des Armées ou de l'Etat-major de l'Armée de terre plutôt qu'à des documents doctrinaux relevant du Commandement de la doctrine et de l'enseignement supérieur ou d'une responsabilité d'armes.

On ne trouvera donc pas dans ces deux doctrines militaires de description de mode d'action ou de dispositif opérationnel mais des grands principes de sécurité militaire offrant un cadre général à la conduite des opérations des Forces armées et partie intégrante du concept de sécurité de la fédération de Russie.

INTRODUCTION :

La rupture stratégique qu 'a représentée la disparition de l 'antagonisme des « blocs » a inévitablement conduit à des révisions de fond des conditions d 'engagement des Forces armées de ce qui est devenu la Fédération de Russie. L 'ajustement doctrinal qui aurait pu alors prévaloir n'étant pas possible tant les variations du milieu étaient fortes, la nécessité de réviser ces conditions d'engagement a inévitablement débouché sur la publication de nouvelles DOCTRINES MILITAIRES.

Pour bien placer le débat, il est nécessaire de disposer de quelques ordres de grandeur propres aux Forces armées de la Fédération de Russie. La Russie a hérité 60% de toutes les Forces armées de l'ancienne Union Soviétique déployées en Russie. Elle étendit encore ses ressources en prenant en compte une partie des moyens situés en dehors de son territoire au sein de la Communauté des Etats Indépendants. Au jour de la signature de la doctrine militaire 1993, les Forces armées dépassaient l'effectif de 2,8 millions d'hommes, ce qui correspondait à un ratio de 1,8% de la population (en Occident, ce ratio ne dépasse pas 1%). Le budget militaire fonctionnait entre 10 et 20% (imprécision liée à la difficulté de définition du champ utile pour ce calcul) du Produit Intérieur Brut (limite haute à 3-4% pour les pays occidentaux).

La documentation précédente qui organisait la doctrine militaire ayant perdu de facto sa pertinence, la révision des concepts d'emploi débouchait en novembre 1993 sur la publication d'une nouvelle doctrine militaire d'emploi des Forces armées. En 1997, le concept de sécurité qui devait lui offrir son cadre était publié. Trois ans plus tard, sous l'impulsion de Vladimir Poutine étaient successivement diffusés la version 2000 du concept global de sécurité puis la version rénovée de la doctrine militaire de la Fédération. Pour le deuxième cycle de publication, le cheminement logique allant du concept vers la doctrine fut donc respecté.

Mais, en définitive, ces révisions ont-elles débouché sur la rédaction de documents de « doctrine militaire » en cohérence avec la situation stratégique réelle du pays ? Par ailleurs, la proximité temporelle des deux documents, de même que leur aspect « révolutionnaire » par rapport au passé pré-1990 du pays nous invitent à étudier le contexte général de leur rédaction

et les commentaires dont ils ont pu faire l'objet. Dès lors, leur étude comparative permettra d'apprécier s'ils sont par nature fondamentalement différents ou non.

Bien évidemment, pour répondre à ces questions, une étude de détail des deux documents est nécessaire. Elle ne suffira pas. L'environnement général ayant entouré leur rédaction ainsi que les commentaires dont ils ont pu faire l'objet seront également analysés. En définitive, ces deux derniers points constitueront le « filtre » de lecture des deux doctrines militaires.

C'est pourquoi cette étude abordera successivement l'environnement rédactionnel des doctrines militaires à travers leur contexte politique général, la perception de leur nature transitionnelle, la situation des effectifs qui a pu prévaloir au moment de leur publication avant d'aborder le phénomène nucléaire. L'approche du contenu sera relativement réduite dans cette première partie.

Le deuxième partie de cette étude se focalisera plus avant sur la perception du contenu des doctrines militaire en le présentant en détail pour mieux en mesurer les différences. En outre, quatre thèmes de commentaires seront associés à cette partie à travers l'analyse des vraies priorités de la sécurité de la Fédération, de la controverse entre les forces conventionnelles et les forces nucléaires, de la perception de l'occident comme nouvel adversaire et, enfin, de la capacité d'intervention intérieure des forces armées.

La chaîne organique de production des documents de doctrine de la Fédération de Russie ne sera pas décrite dans le corps principal de ce mémoire.

PREMIERE PARTIE – L’ENVIRONNEMENT DE LA PUBLICATION DES DEUX DOCTRINES MILITAIRES :

Publiés à 7 ans d’intervalle dans la première décennie post soviétique, l’ambition des documents de doctrine militaire fut de proposer les orientations générales de la sécurité militaire pour la période de transition qui s’ouvrait devant les autorités gouvernementales.

Pour mesurer pleinement la portée de ces deux documents, avant d’aborder en détail leur contenu, il s’avère indispensable de prendre un peu de recul par rapport aux textes eux-mêmes pour se concentrer sur l’étude de l’environnement général ayant prévalu au moment de leur rédaction.

Dès lors, pour bien appréhender la politique de sécurité de la fédération de Russie à l’ère post-soviétique, cette première partie de l’étude sur les doctrines militaires de la Fédération de Russie s’attachera à mesurer l’influence du contexte politique de cette période, à apprécier la nature transitionnelle qui a pu leur être très rapidement opposé, à apprécier la portée de la controverse ayant opposé les forces conventionnelles aux forces nucléaires, avant d’aborder les perspectives de la professionnalisation des Forces armées à travers le filtre de la crise des effectifs.

L’approche du contenu des deux doctrines militaires sera limitée dans cette partie à une présentation globale des deux doctrines et à des données de portée très générale ayant trouvé leur place dans les introductions ou les têtes de leurs parties principales.

1.1. Le contexte général de la rédaction des doctrines militaires:

1.1.1. Eléments formels généraux :

La description formelle des doctrines militaires permet de rapidement mesurer les axes d’effort qui ont prévalu au moment de la rédaction des documents. Dans cette optique, les points communs aux deux textes seront recherchés.

L’architecture générale des deux doctrines militaires et leur plan offrent des points communs formels qui sautent immédiatement aux yeux.

Si le libellé des deux documents est bien entendu différent, ils apportent tous les deux le même volume d'information dans un opuscule de respectivement 20 et 25 pages.

En outre, leurs rédacteurs respectifs ont choisi de retenir un plan quasi identique en trois parties. Pour chacun d'eux, le contenu se décline en la présentation de données générales politiques, puis de données stratégiques générales de sécurité militaire, avant de terminer par des données en matière de coopération internationale et d'intégration économique.

Enfin, ils accordent tous les deux la part principale à l'aspect politique de la sécurité militaire avec respectivement 9 et 12 pages consacrées à ce thème, puis ne réservent à l'aspect purement de sécurité militaire que respectivement 6 et 10 pages, avant d'achever par le traitement des aspects économiques et de coopération internationale sur 4 pages chacun.

La forme des documents constitue donc un indicateur évident de leur importante proximité.

1.1.2. Première approche du contexte :

Une première approche du contexte de leur rédaction offre également l'occasion d'un rapprochement.

La Doctrine militaire 1993 a été adoptée le 2 novembre 1993 au moment où le Président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, était sur le point d'affirmer son autorité par l'obtention de pouvoirs constitutionnels très importants (qui lui furent accordés en décembre 1993). En outre, l'optimisme de la Fédération vis à vis de ses relations avec l'occident commençant à s'estomper sous le coup des premières tensions, la doctrine militaire répondait au désir de l'exécutif russe d'y réagir et de se repositionner plus fermement sur la scène diplomatique internationale.

La nouvelle Doctrine militaire 2000 quant à elle constitua un outil dans les mains de Vladimir Poutine pour asseoir son autorité un mois après sa nomination comme Président par intérim de la Fédération de Russie. Elle lui permit de renforcer le principe de l'importance du facteur militaire dans les facteurs de puissance et de renouveler la doctrine militaire à la suite de la publication quelques semaines plus tôt du nouveau concept de sécurité.

Là encore, la première approche du contexte permet de présenter les deux documents dans une perspective d'affirmation rapide de l'autorité de l'exécutif présidentiel en tirant au maximum parti du facteur militaire comme composante de la sécurité générale de la Fédération de Russie.

Les points identifiés dans ce paragraphe seront plus longuement développés ultérieurement.

1.1.3. Comparaison de l'introduction des deux doctrines militaires :

1.1.3.1. Points communs aux doctrines de 1993 et 2000:

Dès l'introduction, il est possible de retenir une évidente proximité dans le contenu des principes énoncés dans les deux doctrines militaires. Les points principaux de proximité sont les suivants :

Chacune des doctrines est définie comme un document adapté à la période de transition que connaît la Fédération de Russie:

- effort pour la formation de l'État,
- effort pour l'instauration de la démocratie,
- constat de la mise en place d'une nouvelle structure de relations internationales.

L'objet ultime des deux doctrines militaires repose dans la défense des intérêts de la Fédération et de sa sécurité militaire, composante d'un concept global de sécurité plus large.

L'adhésion à la paix ou la défense de relations équitables et bénéfiques entre les États souverains est soulignée avec le souci de ne pas empiéter sur les intérêts de ses voisins.

Le besoin de coordination « interministérielle » pour les questions de sécurité militaire est mentionné tant les « opérations » qui sont décrites dans le corpus des doctrines ne sont plus uniquement l'instrument unique des Forces armées, dans leurs fondements, comme dans leur conduite et leurs répercussions..

Ces points de similitude, exprimés dès l'introduction, affirment une filiation très proche des deux textes. L'étude du contexte précis de leur rédaction et du corps de texte de chacun d'eux devrait le confirmer.

1.1.3.2. Points particuliers à la doctrine militaire de 1993:

L'introduction du texte de 1993 présente toutefois les deux traits originaux suivants:

- L'affirmation forte d'une réelle volonté de prévention de la guerre et des conflits armés.

- La participation et la mobilisation de tous les organes de l'Etat dans l'effort de défense et de sécurité de la Fédération.

1.1.3.3. Points particuliers à la doctrine militaire de 2000:

La version 2000 se distingue par les caractéristiques suivantes:

- L'insistance à définir le caractère défensif par nature de la nouvelle doctrine militaire. C'est une affirmation qui soutient l'effort de prévention exprimé dans le texte précédent mais qui est repris cette fois de façon beaucoup plus explicite ; précision qui ne se retrouvait pas auparavant.
- Le rôle fondamental de la centralisation de l'Etat, directement lié à la volonté de Vladimir Poutine de reconsolidation de l'Etat, dans la cohérence et l'organisation de l'effort de défense et de sécurité de la Fédération de Russie.

Au delà de cette prise en compte initiale des documents, évidemment partielle dans la mesure ou le corps du texte n'a pas encore été traité, l'analyse doit revenir sur les détails du contexte pour bien apprécier les originalités de chacun et réellement validé les similitudes.

1.1.4. Le contexte particulier à chaque doctrine militaire :

1.1.4.1. Points particuliers à la doctrine militaire de 1993:

Le premier sujet notable de la doctrine de 1993 réside dans la description du cas de la menace de grande envergure et de guerre mondiale qui serait susceptible de frapper le territoire de la Fédération.

En effet, en faisant référence au fait que la menace de guerre mondiale n'a pas complètement disparu même si elle s'est considérablement réduite, la Russie s'offre une occasion aisée à saisir d'affirmer un sentiment de mauvaise humeur vis à vis de ses premières déconvenues avec l'Occident.

Passée l'euphorie des premières années qui ont suivi la chute du « rideau de fer » et l'idéal de confraternité entre les peuples qu'elle avait pu susciter¹, cette réaction marque une

¹ Andreï Kozyrev n'hésitait pas à souligner que la Russie aspirait à « intégrer la communauté des pays développés et les organisations internationales qu'ils ont fondées », en prenant acte qu'il n'existait « ni

perte d'optimisme de la Russie vis à vis de l'Occident et des thèses libérales. Arnaud Dubien décrit bien cette évolution² en reprenant les trois phases qui ont vu successivement prévaloir les thèses libérales et pro-occidentales jusqu'au printemps 1992, puis les thèses « centristes » entamant un glissement jusqu'au printemps 93³, avant de déboucher partir de 1993 sur un infléchissement net⁴ en faveur de la défense de l'intérêt national russe et la défense de ses intérêts géostratégiques propres. Apparue également en complément de ce court panorama politique, à partir de 1992, un courant néo-impérial rassemblant, autour de l'ancien Parti communiste, les partisans de la confrontation avec l'Ouest.

La publication de la Doctrine militaire de la Fédération permet ainsi à la Russie de réagir clairement face à l'Ouest qui serait accusé de profiter de sa faiblesse économique, financière et/ou diplomatique en cherchant à canaliser ses intérêts de puissance et à l'empêcher d'assumer ses « responsabilités particulières » auprès de son « étranger proche »

Toutefois, il ne faut pas surestimer le facteur de la menace de guerre mondiale qui mettrait en péril le devenir même de la Fédération. La doctrine de 1993 reste globalement marquée par l'espoir d'un partenariat stratégique équitable entre la Fédération et les pays occidentaux : la tendance à l'euphorie et à l'optimisme des mois qui l'ont précédée se fait encore incontestablement sentir. En cela, la doctrine 1993 se distingue nettement de la doctrine militaire 2000.

1.1.4.2. Points particuliers à la doctrine militaire de 2000:

Publiée en 2000, dans le cheminement logique qui fait suite à la diffusion de Concept de sécurité de la Fédération de Russie⁵, la nouvelle doctrine militaire intègre de nombreux enseignements tirés par les Forces armées de la Fédération des deux campagnes conduites en Tchétchénie et des opérations de la crise du Kosovo. Le document a donc introduit deux réévaluations fondamentales :

antagonisme, ni différend insurmontable » avec les démocraties occidentales, Nevamisimaja Gazeta, 20 août 1992.

² Arnaud Dubien dans un article de la Revue Internationale et Stratégique intitulé « Russie - CEI : une hégémonie contestée », n°38, été 2000.

³ Arnaud Dubien décrit dans le même article ce courant peu homogène qualifié de « centriste » modéré qui se fondait sur la critique de la politique d'Andreï Kozyrev et sur le refus de reconstituer l'ex-empire (dans le cadre de la CEI) par la force.

⁴ Dans lequel, d'après Arnaud Dubien, se trouvaient les partisans du mouvement centriste conservateur personnalisé par Alexandre Routskoï, vice-Président de la Fédération de Russie, et dans lequel se retrouvaient de nombreux officiers supérieurs, hauts fonctionnaires et industriels importants.

⁵ Contrairement à la doctrine militaire de 1993.

- Il s'agit tout d'abord de la nécessaire réévaluation par les plus hautes autorités civiles et militaires du contexte géopolitique mondial et du rôle de puissance de stature mondiale que la Fédération de Russie est amenée à exercer. Elle trouve sa place dans une vision dégradée du champ des relations internationales, en particulier vis à vis de l'Occident, liées en grande partie à la Guerre des Balkans, aux Guerres de Tchétchénie, et à la publication du Nouveau Concept Stratégique de l'OTAN. L'objectif est alors de lutter contre la menace d'un monde unipolaire.
- Il s'agit ensuite de la réévaluation du risque d'une menace interne qui se traduirait par la déstabilisation de la structure étatique de la Fédération à travers une revendication autonomiste de toute nature, tchéchène en particulier, ou toutes autres menées subversives. Elle induit l'officialisation du rôle des Forces armées qui peuvent intervenir au cœur du territoire de la Fédération dans le cadre de la lutte contre les menaces intérieures aux côtés des autres structures de forces. Le rôle particulier des Forces armées dans cette perspective d'engagement intérieur fera l'objet de développements ultérieurs.

1.2. La nature transitionnelle des doctrines militaires

Comme cette étude l'a déjà laissé entendre, chacune des deux versions de la doctrine militaire de la Fédération de Russie a fait l'objet de commentaires sur leur nature transitionnelle. Cette référence permettait aux différents détracteurs de s'opposer à leur contenu en faisant valoir leur peu de portée théorique et leur manque d'adaptation dans la durée à la réalité géostratégique de la Fédération de Russie.

En définitive, les deux documents ne relèvent pas de la même situation transitionnelle :

- la nature transitionnelle de la doctrine 1993 fait surtout référence à l'instabilité de l'environnement international dans lequel la Fédération trouve sa place ;
- la nature transitionnelle de la doctrine 2000 était associée aux dérives « elstiniennes » où tout était considéré comme transitionnel tant la personnalité du Président Elstine débouchait sur des décisions politiques contradictoires à brève échéance.

La perception de la doctrine militaire de 1993 était fondée sur l'analyse de l'environnement international qui avait guidé le Président Gorbatchev dans les dernières années de sa mandature. Prenant acte de la stagnation dramatique de l'économie de l'Union

Soviétique en raison du poids trop important du complexe militaro-industriel par rapport aux autres secteurs de l'activité industrielle, il orienta la sécurité militaire autour de trois principes :

- la suffisance capacitaire dans le domaine militaire ;
- l'orientation défensive de la doctrine militaire ;
- la nécessité de diminuer le poids du facteur militaire dans l'économie.

Ces principes ont débouché sur le choix de reconvertir et de restructurer l'ensemble du complexe militaro-industriel aussi bien dans ses aspects purement militaires que dans ses aspects économiques, administratifs et industriels. Face au gigantesque chantier qui attendait les réformateurs du secteur, un document de doctrine publié en 1993 risquait d'être rapidement critiqué sur le plan de son adaptation à un environnement international en mouvement et à des moyens en recherche de stabilisation. Cette double inadaptation fut reconnue par certains et exploitée pour dénigrer le document de doctrine militaire.

Se retrouve donc ici le fondement à l'appréciation déjà citée de Pavel Felgengauer sur l'inutilité de la doctrine militaire de 1993. De plus, l'abandon de la menace principale face à l'ouest qui transpire dans la doctrine militaire de 1993 conduit à penser comme le général Vladimir Zhourenko que « les chars russes sont déployés au mauvais endroit, le long d'une ligne de front est-ouest qui n'existe plus⁶ ».

La nature transitionnelle de la doctrine militaire 2000 est toute autre. Elle trouve son fondement dans l'expérience de la conduite des activités politiques à l'ère du Président Elstine. Durant cette période, le chaos de l'exécutif a sans doute prévalu et s'est concrétisé par une baisse continue de la contribution financière de l'Etat sans que ne soit définie une stratégie globale militaire évidente. Dès lors, toutes directives ou lignes de conduite décrites aux échelons gouvernementaux furent perçues avec scepticisme quant à la réalité de leur application, ; cela d'autant plus que ce mode de fonctionnement favorisait l'émergence de querelles et d'oppositions personnelles au sein des administrations centrales ou entre les instances fédérales et les potentats régionaux. En outre, les Forces armées de la Fédération auront eu à subir de sévères « séquestrations budgétaires⁷ » pendant cette période où l'objectif de l'exécutif était de tout organiser autour de sa recherche du maintien au pouvoir coûte que coûte.

⁶ Cité par John Erickson, directeur du Centre d'étude et de recherche de l'Université d'Édimbourg, « Pesanteurs du passé, mutations de l'environnement stratégique ».

⁷ Isabelle FACON, « Les perspectives de la réforme militaire dans la Russie de Poutine », Défense.

Tout étant transitionnel, il était urgent d'attendre la doctrine suivante.

Pavel Puskin illustre bien ce phénomène dans un article publié en mai 2001 dans la revue DEFENSE AND SECURITY, il l'étend même à d'autres aspects de divertissement : « absence of someone to co-ordinate the military build-up, the illness of Boris Elstine, parliamentary and presidential elections, and arguments about the war in Chechnya distracted both public and politicians ». Cette notion de « distracted » est certainement bien légère au regard de la réalité du chaos qui régna à cette époque au sein de l'exécutif. Pavel Puskin ne manque pas de rappeler les attermoissements qui entourèrent la fusion des forces de missiles stratégiques, les forces spatiales militaires et les forces de missiles de défense spatiale au sein des Strategic Missile Forces, ou le démantèlement avant sa renaissance ultérieure du Commandement Principal des Forces Terrestres. Ainsi quand des mesures de réorganisation et de restructuration furent entreprises, elles furent parfois considérées comme des erreurs et firent l'objet de retour en arrière.

Toutefois, la perception d'un environnement international incertain et volatile n'avait pas complètement disparu. Ainsi, le général Anatoli Klimenko, directeur du TsVSI, laissait entendre que la prudence qui semblait résider dans la doctrine militaire 2000 était fondée sur les incertitudes « quant au cours de l'évolution des relations internationales (la formation en cours du nouvel ordre mondial, la physionomie et la corrélation des forces politiques et stratégiques, et le développement de nouvelles technologies militaires et types de systèmes d'armement qui pourraient changer les perceptions traditionnelles sur la nature de la guerre) ».

1.3. La difficulté à la rédaction des doctrines militaires entre 1993 et 2000 :

1.3.1. Les difficultés idéologiques et politiques :

La période de sept ans qui sépare la publication des deux doctrines militaires couvre la quasi totalité de la décennie de refondation de la Fédération de Russie. Dès lors, les obstacles aux réformes sont intéressants à étudier.

En dépit des discours militants invitant à la réforme des structures politiques, économiques et militaires, la rédaction des doctrines militaires a rencontré quelques difficultés notables, en particulier à partir de la publication du concept de sécurité de 1997. Elles relèvent des quatre domaines suivants :

- des divergences idéologiques entre les chefs politiques et militaires sur l'évaluation des menaces vis à vis de la Fédération, en particulier dans la perception de l'OTAN et de son élargissement, ainsi que de l'étendue acceptable du rapprochement avec l'Occident⁸ ;
- des divergences idéologiques entre les mêmes acteurs sur les orientations souhaitables de la réforme de l'outil militaire, en particulier entre les composantes stratégiques nucléaires et conventionnelles, avec en corollaire les conditions de réforme du complexe militaro-industriel ;
- des oppositions entre les différentes structures de forces pour la répartition des allocations budgétaires⁹ ;
- des actions, sous la Présidence Elstine, jugées parfois incohérentes, de la Présidence visant à « diviser pour mieux régner » qui ne brillaient pas par la volonté de rechercher le compromis.

Chacune des parties des Forces armées de la Fédération de Russie aura soin de faire connaître son point de vue dans les années qui suivirent la publication des deux doctrines militaires.

Ces divergences idéologiques et politiques d'appréciation de la situation militaire de la Russie trouveront pendant cette période un terreau particulièrement favorable quand devront s'exprimer les points de vue des uns et des autres sur les places respectives des forces nucléaires et des forces conventionnelles et, également, quand la pression de la crise des effectifs se fera sentir sur le chemin de la professionnalisation.

1.3.2. La controverse « forces conventionnelles » versus « forces nucléaires » :

Parmi les facteurs qui fondent les « Grandes Puissances », le fait nucléaire a parfois été considéré comme central. C'est pour cette raison que la Guerre Froide et la rivalité des Blocs a pu se traduire par une compétition effrénée dans la maîtrise des capacités balistiques nucléaires stratégiques. La perspective d'assurer sa suprématie à l'autre camp passait alors par

⁸ Nous avons déjà évoqué pour le cas de la doctrine de 1993, la querelle qui a opposé les partisans des approches « libérales », « centristes » et néo-impériales quant à la place de la Fédération de Russie sur l'échiquier international.

⁹ Dans cette perspective, c'est la brutalité de la logique de ressource qui impose de sacrifier certaines composantes au bénéfice d'autres. Quand le choix est fait de privilégier sous le magistère d'Igor Sergueev, les forces nucléaires stratégiques, les allocations budgétaires consenties aux forces conventionnelles ne peuvent qu'en pâtir. Le risque est le même quand la responsabilité des opérations en Tchétchénie est confiée au Ministère de l'Intérieur et non au Ministère de la Défense.

l'allonge des lanceurs, la capacité de destruction et de discrétion des têtes nucléaires et par la prolifération des moyens.

La rupture stratégique des années quatre-vingt dix a inévitablement conduit les membres officiels du Club nucléaire à réviser leur perception de la valeur du facteur nucléaire. En grande partie héritière des capacités soviétiques, la Russie n'a pas échappé à ce processus.

La sévérité des arbitrages budgétaires et la prise en compte des nouvelles priorités de sécurité militaire de la Fédération ont contribué à alimenter une sévère controverse entre les partisans de la défense du primat nucléaire et les tenants du transfert de priorité vers les Forces conventionnelles. Cette entre les « anciens » et les « Modernes » s'est propagée jusqu'aux plus hauts sommet de l'Etat russe.

La valeur existentielle de l'arme nucléaire stratégique a caractérisé la personnalité du maréchal Igor Sergueev, Ministre de la Défense jusqu'en mars 2001. Ayant été marqué par une longue carrière au sein des Forces nucléaires stratégiques, il a pu imprimer une priorité nettement en leur faveur dans les arbitrages budgétaires et la rigueur des mesures de *restructuration en leur faveur. Les réflexions qui ont pu naître en particulier à l'issue des conflits tchéchènes ont éclaté au grand jour à l'été 2000 à travers la querelle qu'il a entretenu avec le général Anatoli Kvachine, Chef d'Etat-major général, et avec son adjoint, le général Manilov. Probablement soutenu en sous main par Vladimir Poutine (sinon leur opposition n'aurait probablement pas pu s'exprimer si ostensiblement), ces derniers argumentaient ce besoin de réorientation des priorités par le souci de satisfaire les vrais besoins militaires de la Fédération de Russie : la priorité devait être donnée à la modernisation des forces conventionnelles et à la préparation de leur engagement dans le cadre des conflits de moyenne et basse intensité dans l'environnement proche de la Russie.

En effet, selon la vision des généraux Kvachine et Manilov, il était temps de réagir à la déliquescence des Forces conventionnelles. En effet, si dans les discours des responsables politiques et militaires du pays, il est clairement fait référence depuis 1994/1995 à une volonté de moderniser l'outil de défense militaire conventionnel et à la révision du spectre des menaces, dans les faits les allocations budgétaires ont été prioritairement orientées vers les Forces nucléaires stratégiques. Ce ne sont pas les quelques mesures d'augmentation du nombre de professionnels, de progression des plans d'équipement et de rénovation des procédures financières qui purent inverser cette perception.

Dès lors, il fut à un moment nécessaire de mettre fin au « grand écart » doctrinal auquel se livraient les autorités politiques et militaires du pays qui, tout en mesurant la portée des changements, refusaient d'en tirer les conséquences budgétaires. Le parti des généraux Kvachine et Manilov semblait le faire.

Le changement de posture se traduisit donc par le limogeage du maréchal Igor Sergueev et par l'arrivée aux affaires de Sergueï Ivanov au poste de Ministre de la Défense. Un homme des Forces nucléaires stratégiques était remplacé par un homme de l'ancien KGB¹⁰.

Rapidement des mesures furent alors prises pour redistribuer les ressources financières au bénéfice des Forces conventionnelles. Ces dispositions budgétaires furent en outre complétées par des mesures touchant directement la structure, la subordination et la composition des Forces nucléaires stratégiques. Elles cessèrent d'exister en temps que grand commandement autonome, leurs effectifs furent réduits, et la production de nouveaux missiles fut diminuée.

Dès lors, la controverse « Forces nucléaires » versus « Forces conventionnelles » sembla consommée au bénéfice de ces dernières.

Toutefois, dans un souci d'équilibre tout diplomatique, le Président Poutine a souhaité conserver dans son entourage la maréchal Sergueev ; il a été nommé dans son cabinet comme Conseiller présidentiel pour les questions stratégiques et de désarmement. Ce sera peut être pour la Présidence une carte à jouer si les généraux vainqueurs du conflit tchéchène et héros des forces conventionnelles envisageaient de lui porter ombrage. Cette « impression » est déjà aujourd'hui visible dans le transfert d'autorité vers le FSB des opérations en Tchétchénie et dans le refus du Président Poutine de retenir la totalité du programme de réforme des Forces nucléaires stratégiques prôné par le général Kvachine.

1.3.3. La crise des effectifs et la marche vers la professionnalisation des personnels :

Toute force armée et système de défense ne vaut en définitive que par les hommes qui le servent. Il y a donc lieu de s'intéresser à la question des personnels qui constituent les Forces armées de la Fédération de Russie. Les doctrines militaires de la Fédération ont eu

¹⁰ Comme l'est également le Président Vladimir Poutine.

pour objet de décrire les fondements de la politique de sécurité militaire du pays ; elles se sont alors inévitablement attachées à décrire des principes liés aux questions de la gestion des ressources humaines et de la politique des personnels.

Au lendemain de la publication de la doctrine militaire 2000, les crises des effectifs et du moral sont telles que la professionnalisation complète du dispositif de sécurité militaire est envisagée.

L'ampleur de la réduction d'effectif qui fut imposée aux Forces armées de la Fédération de Russie au cours des périodes de validité des deux doctrines militaires 1993 et 2000 permet de mesurer l'importance du projet de réformation de la structure militaire qui fut entrepris dans les années quatre-vingt dix. De 2,8 millions d'hommes correspondant à 1,8% de la population, les forces armées sont passées à un effectif de 1,2 million¹¹ en 1999, avec une prévision de diminution complémentaire de 360000 postes à échéance de 2005. Là aussi, l'adaptation ne pouvait pas constituer la solution, la réforme profonde du dispositif de sécurité militaire s'imposa.

En dépit de cette diminution drastique du nombre des personnels, la crise des effectifs dans les unités militaires a atteint des proportions insupportables. Cette crise touche à la fois les personnels du cadre et les appelés du contingent.

En ce qui concerne les personnels d'active, si les postes de commandement sont honorés, 30% des postes de commandant de compagnie et de chef de section ne le sont pas. En complément à cette pénurie, 70% des officiers quittant le service actif sont de jeunes officiers de moins de 30 ans ; la relève « de qualité » des actuelles autorités militaires apparaît alors difficile à assurer.

La réalité de la crise des effectifs est également évidente pour les personnels appelés du contingent. Si la règle fédérale exige que chaque jeune homme de 17 à 27 exécute ses obligations militaires, près de 20% d'entre eux refusent de s'y soumettre ; et quand ils s'y soumettent, le taux de désertion est en constante augmentation. Une disposition de la Loi fédérale semble stimuler cette promotion du refus de la conscription en ne prévoyant pas à cette date les formes d'un service civil alternatif aux obligations militaires. La crainte d'un

¹¹ Effectif ramené à 1,7 million dès fin 1996.

engagement sur le théâtre d'opérations de Tchétchénie comme les rigueurs de la *Dedovhina*¹² complètent en grande partie cette première explication.

En outre, cette crise quantitative des effectifs appelés se double d'une baisse dramatique de la qualité des conscrits des Forces armées. Citant la *Nezavisimaïa Gazeta* du 5 avril 200, Isabelle Facon relève que « près de la moitié des conscrits n'avaient ni travaillé ni étudié avant d'entrer dans les forces armées, et que seulement 3,7% d'entre eux étaient passés par l'enseignement supérieur ». Cette situation ne doit pas vraiment leur permettre de mettre en œuvre des systèmes d'armes complexes et de haute technologie. De plus, 50% des appelés semblaient souffrir de problèmes médicaux qui ne doivent quant à eux pas contribuer à améliorer la capacité opérationnelle des unités combattantes.

Les conditions de vie qui sont communément offertes aux personnels militaires n'incitent pas à la mobilisation « citoyenne » des futurs conscrits. Il en est de même pour les personnels d'encadrement comme des engagés dont la fidélisation demeure problématique. Le succès de la réforme que Vladimir Poutine appelle de ses vœux ne sera réel qu'avec une victoire claire de la fidélisation des personnels militaires. Cela passera donc par une amélioration des soldes (une hausse de 60 à 100% par rapport au salaire des autres catégories de fonctionnaire est semble-t-il envisagée¹³) et par un progrès dans les conditions sociales de vie (rénovation des habitations, soutien aux familles, mesures d'accompagnement pour l'emploi des conjoints...). La mobilisation des épouses d'officiers dans le programme initial de la professionnalisation (pour des raisons uniquement de complément de revenus du ménage) souligne bien l'urgence des progrès à accomplir.

En définitive, à nouveau et comme pour d'autres domaines, les mesures d'adaptation du système de défense ne peuvent suffire (les mesures de réduction des effectifs ne sont plus suffisantes même si elles ont permis à Vladimir Poutine de marquer la réalité de la « démilitarisation de la société russe ») face à l'ampleur du marasme. La marche vers la professionnalisation semble à terme s'imposer.

Le Président Poutine s'est en effet fait le chantre du besoin de professionnalisation même s'il mesure l'intérêt de la conscription en tant que « rendez-vous citoyen » en particulier quand des dispositifs de formation prémilitaires existent. Il a récemment confirmé

¹² Forme d'initiation violente (parfois mortelle) du jeune conscrit par des camarades plus anciens. Cette habitude cruelle est un héritage ancien des forces armées soviétiques des années 50s.

¹³ Pavel Puskin dans un article publié dans la revue DEFENSE AND SECURITY en mai 2001

sa volonté d'établir un plan pluriannuel de professionnalisation des Forces armées en avançant l'échéance de 2008 pour l'abandon de la conscription. Le débat n'est sur ce sujet probablement pas clos, mais son pouvoir semble aujourd'hui suffisamment assuré pour lui permettre de surmonter les oppositions. La Russie trouverait ainsi le chemin d'une refondation de ses Forces armées dans les pas du choix fait par les plus grandes nations militaires du moment d'une concentration des ressources budgétaires au profit d'un nombre restreint de professionnels aguerris.

Cette échéance demeure relativement longue. Son atteinte devrait imposer de réfléchir en cours d'exécution au développement des formes civiles du Service « National » qui n'existent pas aujourd'hui pour les jeunes russes. Cela offrira l'opportunité de renouer les liens qui unissent l'Etat fédéral à sa jeunesse, avant peut-être de renouer ceux qui lient cette jeunesse avec les Forces armées. En filigrane apparaît évidemment la bataille du recrutement et de la fidélisation. Edouard Vorobiov, Président du Comité de défense de la Douma, ne dit rien d'autre quand il affirme que « la défense civile est nécessaire car elle améliore les relations normales entre les citoyens russes et leur(s) armée(s) ».

DEUXIEME PARTIE – LES THEMES CENTRAUX DES DEUX DOCTRINES MILITAIRES :

Cette partie verra se succéder une étude comparative détaillée des trois chapitres principaux des doctrines militaires puis une étude thématiques des principaux commentaires dont elles ont pu faire l'objet.

2.1. Le contenu des doctrines militaires

Si les introductions des deux doctrines militaires ont pu apporter des informations générales quant au contexte de leur rédaction, il convient maintenant de s'intéresser en détail au contenu des parties relatives aux données « politiques », « militaires » et « économiques » de ces deux documents. C'est au prix de cet effort de comparaison analytique que leur nature plus ou moins proche pourra être définitivement appréciée.

2.1.1. Partie 1 : données politiques :

2.1.1.1. Points communs aux doctrines militaires de 1993 et 2000:

La présentation de la communauté d'idée entre les deux documents de doctrine peut se faire à travers les trois thèmes distincts qui suivent:

- La vision commune dans l'appréciation de la menace susceptible de frapper la Fédération de Russie ; plusieurs points sont alors à retenir :
 - l'identification de menaces internes et externes et la baisse du risque d'agression directe;
 - les tentatives de déstabilisation de l'Etat et les menées contre la Constitution;
 - les activités illégales de toutes natures;
 - l'extension des Alliances au delà de leur horizon géographique « naturel » (dans ce point particulier, l'OTAN est directement visée);
 - la présence de troupes armées aux frontières de la Fédération de Russie en violation des dispositions de la Charte des Nations Unies.
- Les nécessaires mesures d'organisation internationale de la sécurité militaire:
 - le besoin d'une architecture internationale de sécurité collective ;

- la promotion entre les nations des mesures de confiance, de dialogue et de prévention des guerres et des conflits.
- Les principes qui sous-tendent la sécurité militaire selon les termes suivants:
 - la définition des dispositifs constitutionnels nécessaires pour passer du temps de paix au temps de crise et, de ce dernier au temps de guerre;
 - l'amélioration qualitative des troupes de la Fédération et des matériels en dotation;
 - la rationalisation de l'outil militaro-industriel et des procédures administratives associées ;
 - l'amélioration des droits individuels et collectifs des personnels des Forces armées, de leur statut et, de leur image au sein de la société civile.

Dans le cadre de ces données politiques, les différences entre les doctrines militaires de 1993 et de 2000 concernent leur contexte général, la perception des mesures de sécurité collective et les principes de sécurité militaire.

2.1.1.2. Points particuliers à la doctrine militaire de 1993:

Le contexte général: on trouve dans le document un optimisme réel dans l'analyse des menaces contre la sécurité de la Fédération et une affirmation de la priorité donnée aux moyens non militaires de résolution des crises.

Les mesures de sécurité collective: elles concernent ici le phénomène nucléaire et la nécessaire promotion du dialogue sur ce type d'armements (auxquelles il convient d'ajouter les armes de destruction massive) ainsi que la coopération et le contrôle en matière de non prolifération.

Les principes de sécurité militaire: le texte cherche à assurer la stabilité dans la région et dans le monde par la promotion de la coopération entre les nations et la régulation du commerce des armes.

2.1.1.3. Points particuliers à la doctrine militaire de 2000:

Le contexte général évoqué dans la doctrine militaire 2000 laisse penser qu'en dépit de la baisse de la menace de grande envergure, il existe une augmentation visible des centres de puissance régionaux et, dès lors, des conflits locaux et régionaux potentiels. Ces

paragraphes du contexte général font en outre référence à cinq facteurs aggravants dans la gestion des crises :

- la volonté de certains acteurs de la scène internationale de renier les mécanismes de sécurité internationale, en particulier ceux de l'ONU et de l'OSCE ;
- les tentatives de ces mêmes acteurs de mener des actions militaires coercitives sous le couvert de l'organisation d'action à caractère humanitaire ;
- la violation délibérée des dispositions internationales relatives au contrôle et à la réduction des armements ;
- l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour remplir des buts considérés comme « agressifs » ;
- le développement du crime organisé et des trafics multinationaux de toutes natures.

Les mesures de sécurité collective: des éléments relatifs au facteur nucléaire, beaucoup plus détaillées que dans la version 1993, se retrouvent ici qui précisent les conditions d'emploi et la capacité de dissuasion nucléaire de la Fédération. En complément, le renforcement des liens avec la Communauté des Etats Indépendants est prônée ; elle est illustrée par la proposition d'une politique conjointe avec la Biélorussie en matière de défense¹⁴.

Les principes de sécurité militaire:

- l'importance de la centralisation (politique) du commandement et l'unicité de la politique de sécurité sont soulignées;
- le besoin de mesures d'organisation de la défense civile et de la mobilisation des ressources en matériels et en personnels est réaffirmé;
- le succès de l'adaptation d'une économie de paix en économie de guerre est mentionné.

La description des principes d'organisation militaire et des attributions du commandement:

- la centralisation du commandement et le rôle du Président comme des grands commandeurs sont affirmés ;
- les tâches prioritaires à exécuter dans tous les domaines de la politique de sécurité militaire sont décrites.

¹⁴ Un projet d'accord de défense entre la Biélorussie et la Russie est en cours d'élaboration.

2.1.2. Partie 2 : données militaires.

2.1.2.1. Points communs aux doctrines militaires de 1993 et 2000 :

Là encore, trois domaines de points communs entre les deux doctrines ont été retenus dans le chapitre sur les données militaires:

Les missions des Forces armées de la Fédération de Russie qui sont définies de façon commune aux deux doctrines militaires sont les suivantes:

- chacun des deux documents s'accorde à considérer comme première la nécessité de devoir, le cas échéant, repousser l'agression ;
- les cas des opérations de maintien (PKO¹⁵) ou de restauration de la paix sont retenus comme pertinents¹⁶ ;
- l'engagement des Forces armées est clairement défini dans le cadre de la réaction de l'Etat face à des menaces et conflits internes ;
- chacune d'entre elles retient le cadre particulier de l'assistance des Forces armées aux services publics de la Fédération.

Les tâches à réaliser qui suivent sont ensuite identifiées en fonction des missions à accomplir:

- le besoin fondateur de toute action militaire de maîtriser la fonction opérationnelle Renseignement ;
- il s'agit ensuite de disposer de l'outil nécessaire à l'entretien de la capacité de combat des Forces armées;
- la conservation de la capacité nucléaire stratégique ;
- l'organisation et l'adaptation de l'outil de défense pour être capable d'assurer le passage du temps de paix au temps de guerre ;
- la permanence de la capacité à assurer protection des approches maritimes, terrestres et aériennes de la Fédération.

Ce cadre commun aux deux doctrines repose sur des critères d'organisation et des principes organiques également communs:

¹⁵ Peace keeping operations.

¹⁶ Dans le cadre des opérations décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies et conformément aux engagements internationaux pris par la Fédération de Russie.

- l'affirmation de la subordination des Forces armées de la Fédération aux organes de l'État et à leurs représentants.
- la conformité de l'action des Forces armées aux dispositions constitutionnelles et à la législation en vigueur.
- la mise en place des structures adaptées à la mobilisation des ressources financières, industrielles, en hommes et en matérielles du pays.
- l'adoption de la notion des Groupes de forces comme principe d'architecture organique. Les avantages de cette notion sont par ailleurs développés.

2.1.2.2. Points particuliers à la doctrine militaire de 1993:

Les particularités de la doctrine de 1993 par rapport à la doctrine 2000 relève des trois domaines suivants :

- La nature de la guerre et les fondements de l'emploi des Forces armées : dans un effort conceptuel mesuré, la doctrine 1993 propose une classification des conflits qui distingue les « guerres locales », les « conflits armés », « l'escalade » de grande ampleur, les « conflits internes » et enfin l'affirmation de l'emploi possible du feu nucléaire.
- **L'organisation** et les principes organiques: le document de 1993 décrit toute une série de mesures de réorganisation et de redéploiement des Forces armées à entreprendre dans les années qui suivent la publication de la doctrine. Elle définit certains éléments relatifs au retour sur le territoire de la Fédération de Russie des Forces armées stationnées à l'étranger¹⁷.
- La doctrine 1993 s'attarde également sur le cas particulier du déploiement de forces hors du territoire de la Fédération de Russie.

2.1.2.3. Points particuliers à la doctrine militaire de 2000:

¹⁷ Selon la revue Defense and Security, citant des sources du Ministère de la Défense russe, entre 1992 et 1994, 300000 hommes (soit 1,2 million de personnes en prenant en compte les familles) déployés en Europe seront rapatriés sur le territoire de la Fédération de Russie. Les effectifs rapatriés correspondaient à l'équivalent de 29 divisions (blindées, d'infanterie mécanisée ou aéroportées), 51 brigades (d'artillerie, de missiles ou de défense sol-air), sans compter les régiments autonomes (d'aviation ou d'hélicoptères). Le Président Elstine considéra cet effort comme « le plus grand succès » de l'année 1994.

C'est à travers un effort conceptuel important sur la nature des conflits que la doctrine 2000 se distingue nettement de la doctrine 1993. Le document consacre trois pages à ce sujet.

La typologie des guerres et des conflits est déclinée selon les buts poursuivis, les moyens engagés et l'échelle des opérations :

- selon les buts politiques poursuivis : ce thème débouche sur la définition des guerres justes et injustes ;
- selon les moyens engagés : on distingue alors les moyens conventionnels et les moyens nucléaires ;
- selon l'échelle des opérations : se retrouve dans cette rubrique comme dans le document de 1993 une déclinaison des guerres et des conflits selon qu'ils sont locaux, régionaux, ou de grande échelle.

Vient ensuite, pour compléter cet effort conceptuel, un bilan des caractéristiques générales des guerres modernes et des conflits armés. On trouve alors une liste très complète d'une vingtaine de caractéristiques où se mêlent, entre autres, la vision globale des conflits, le jeu des coalitions, l'action indirecte, leurs formes non militaires, les dangers d'escalade, le rôle des unités irrégulières, leurs formes internes ou internationales, le rôle des populations locales, du terrorisme, du moral.

L'ensemble débouche alors sur des principes d'emploi des Forces armées de la Fédération : leurs buts et leurs modes d'engagement sont alors abordés.

Le dernier point particulier notable insiste sur l'engagement des Forces armées dans le domaine de la protection de la Fédération de Russie face à des menées contre l'État fédéral et la Constitution de la Fédération.

2.1.3. Partie 3 : données économiques et coopération internationale.

2.1.3.1. Points communs aux doctrines militaires de 1993 et 2000 :

Ce chapitre présente une réelle homogénéité entre les deux versions de la doctrine militaire. Les divergences seront peu nombreuses et s'apparentent à des détails de forme ou de formulation.

Comme précédemment, trois domaines de points communs entre les deux doctrines militaires sont retenus dans l'exploitation du chapitre sur les données économiques et de coopération internationale :

- Un objectif principal commun en matière économique et de coopération:
 - il s'agit ici d'être en mesure de fournir aux Forces armées les moyens adaptés à leurs missions et leurs modes d'action tout en correspondant aux capacités budgétaires que la Fédération peut leur consentir.
 - il s'agit également de concourir à renforcer les positions commerciales de la Fédération dans le monde, et par là même l'assise du pays comme grand exportateur et acteur du secteur militaro-industriel¹⁸.
- Des tâches communes auxquelles correspondent des axes d'effort communs:
 - la rénovation des systèmes nucléaires et des moyens conventionnels semble incontournable.
 - dans ce cadre de rénovation, un effort de recherche fondamentale appliquée devra être organisé et financé.
 - la conduite des deux premiers projets passe inévitablement par un effort identique de restructuration et de modernisation du secteur militaro-industriel de la Fédération.
 - l'effort sur l'outil industriel sera complété par une rénovation des standards sociaux des personnels du secteur.
 - une vraie cohérence de cette démarche ne fera pas l'économie de la définition d'une politique nationale des stocks de pièces et de maintenance des parcs de matériels militaires.
- Un certain nombre de principes en matière de coopération militaro-technique et internationale demeurent inchangés entre les deux documents:
 - la coopération internationale relative à l'outil de défense reste une prérogative de l'État russe et ne peut pas être décentralisé aux régions ou aux parties constitutives de la Fédération de Russie.
 - la volonté de concourir à la défense des intérêts de la Fédération de Russie est soulignée.

¹⁸ Une « grande puissance » militaire se devant d'être un grand exportateur de technologies et d'équipement militaires.

2.1.3.2. Points particuliers à la doctrine militaire de 1993:

La doctrine 1993 trouve une certaine originalité en mentionnant le cas particulier des conseillers militaires.

Elle étend cette originalité par une marque de pragmatisme économique et budgétaire en relevant le gains de devises étrangères qu'offre la coopération internationale en matière de matériels d'armement et de défense.

2.1.3.3. Points particuliers à la doctrine militaire de 2000:

Un premier point particulier réside dans la référence à la protection de la propriété industrielle.

De plus, la doctrine 2000 se caractérise davantage en soulignant l'importance fondamentale de la coopération avec la Communauté des Etats Indépendants.

2.1.4. Conclusion :

Les conclusions proposées dans les doctrines militaires sont très différentes dans leur forme.

Celle de la version 1993 est exploitable et porteuse de sens alors que celle de la version 2000 est courte et lapidaire (trois lignes).

2.1.4.1. Points communs aux doctrines militaires de 1993 et 2000 :

La proclamation d'une action militaire et de défense mise au service du maintien de la sécurité des nations et de la Fédération, de la paix mondiale et du progrès universel est commune aux deux document.

Chacune d'entre elles s'achève par un acte de foi visant à affirmer la volonté d'agir pour appliquer et faire appliquer les dispositions contenues dans les doctrines militaires de la Fédération de Russie.

Toutes deux expriment la volonté de dissuader de toute agression contre la Fédération de Russie en faisant le choix d'une orientation défensive de la doctrine militaire.

1.2.5.2. Points particuliers à la doctrine militaire de 1993:

La conclusion, comparativement longue, de la doctrine de 1993 permet d'exprimer quelques points particuliers :

- Elle souligne la volonté de placer la politique de défense et de sécurité de la Fédération dans une perspective d'« élimination des blocs ».
- Elle souligne en outre l'intégration de la Doctrine militaire dans le concept global de sécurité du pays.
- La référence à la Charte des Nations Unies et aux Droits de l'Homme est reprise. La présence de ces deux « balises » au cœur de la doctrine militaire des Forces armées de la Fédération a incontestablement une valeur politique forte.

1.2.5.3. Points particuliers à la doctrine militaire de 2000:

Réduite à sa plus simple expression, en trois lignes, elle a l'aspect martial de la concision mais semble néanmoins inachevée et précipitée.

2.2. Les commentaires sur les deux doctrines militaires

L'étude détaillée des deux doctrines militaires a permis d'établir l'idée d'une réelle proximité entre les deux documents semble s'imposer.

Elles sont incontestablement proches dans leur forme comme dans leur contenu tant elles ont eu pour objet de répondre au même objectif général de sécurité et de défense du pays.

Mais, elles ne peuvent toutefois pas faire abstraction de l'environnement général qui a concouru à leur rédaction. C'est pourquoi, un double effet « Kosovo » et « Tchétchénie » est palpable dans la version 2000.

Les commentaires dont elles ont pu faire l'objet décrivent bien ces influences extérieures au contenu même des textes.

2.2.1. Appréciations et critiques à la publication des doctrines militaires :

L'analyse sera conduite en distinguant les deux doctrines militaires.

2.2.1.1. Points particuliers à la doctrine militaire de 1993:

Le premier commentaire de la doctrine de 1993 est celui de sa double lecture possible :

- celle de la vision angélique vis à vis de l'Occident en mesure de promouvoir la recherche des « dividendes de la paix »,
- face au maintien d'une capacité d'intervention lourde à l'intérieur des frontières de la fédération comme en direction des pays voisins de la CEI.

Ce fut peut être un moyen de satisfaire à la fois les « colombes » et les « faucons » du régime.

Cette double lecture est clairement mentionnée par John Erikson dans son article Une doctrine militaire équivoque en Russie¹⁹ quand il souligne à la fois l'accommodement des Forces armées à la politique vis à vis de l'Occident prônée par Boris Elstine et la capacité d'intervention à l'intérieur de la Fédération et de la CEI. Il n'hésite pas à conclure en ces termes : « Deux lectures du document stratégique ... sont possibles. La première est claire et rassurante, la seconde est lourde de menaces d'intervention, notamment dans la CEI. Désormais l'Armée russe dispose d'une doctrine stratégique tous azimuts, mais elle laisse à l'Etat-major et au Gouvernement une vaste latitude d'action ».

Il a été également fait le reproche à la doctrine militaire de 1993 de n'avoir été rédigée que pour remercier l'institution militaire de son soutien dans le conflit qui a opposé la Présidence au Parlement. Produite rapidement, elle aurait eu surtout le mérite de calmer les ardeurs revendicatives de l'institution militaire en lui proposant un « os à ronger ».

Cette critique a été soulignée dans un article d'Isabelle FACON publié dans l'annuaire français des relations internationales²⁰.

Le dernier reproche, le plus grave sans doute, peut être lié au précédent, fut celui de ne pas satisfaire aux besoins fondamentaux de sécurité du pays. L'effort de réduction des structures et des effectifs des Forces armées qui fut organisé à cette occasion est décrit par

¹⁹ ERICKSON John, « Pesanteurs du passé, mutations de l'environnement stratégique : une doctrine militaire équivoque en Russie », site Internet du Centre d'études de défense de l'Université d'Edimbourg.

²⁰ Isabelle FACON, La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident », Annuaire français des relations internationales, chap 7, Ed Bruylant, 2001.

Pavel Puskine dans un article publié dans la revue DEFENSE AND SECURITY en mai 2001²¹. Cet effort sera commenté plus loin.

En définitive, nombreux sont ceux qui n'ont pas hésité à conclure comme Pavel Felgengauer que « le Ministère russe n'a jamais considéré la doctrine de 1993 comme un document sérieux ».

2.2.1.2. Points particuliers à la doctrine militaire de 2000:

C'est tout d'abord la nature transitionnelle même du document qui peut être mentionnée. Elle s'intégrait dans une perception résiduelle de l'ère Eltsine où le risque qu'une initiative de l'exécutif soit transitionnelle était très élevé, la démarche entamée devenant inachevée à terme et de très courte portée.

On lui a reproché également son retard de publication dû à un excès de prudence et un manque de consensus des chefs militaires quant à l'évolution des relations internationales et les orientations stratégiques qui devaient conduire la refondation des Forces armées de la Fédération de Russie. Cette approche prudente se traduira par l'étude de plus de 3000 amendements et propositions d'experts civils et militaires pendant le processus de rédaction de la nouvelle doctrine militaire de la Fédération.

La doctrine militaire 2000 fut également considérée comme un catalogue de facteurs de mécontentement vis à vis de l'Occident, en nette rupture avec le texte de 1993 qui se fondait plutôt sur un partenariat stratégique équilibré. Elle aurait été ainsi plus chargée de menaces pour l'Occident.

L'ensemble de ces objections sont décrites par Isabelle Facon dans son article sur la nouvelle doctrine militaire russe publiée dans l'Annuaire français des relations internationales.

2.2.2. 1993 et 2000: les vraies priorités de sécurité de la Russie et la référence à la Tchétchénie:

Les nouvelles doctrines militaires dépassent le cadre d'un simple document descriptif de la guerre et des conditions d'engagement des Forces armées. Elles éclairent sur

²¹ Entre 1992 et 1994, un cycle de réduction de 1,1 million de personnels fut entamé et conduit de concert avec le rapatriement en Russie de 200 000 militaires et de leurs familles (soit 1,2 millions de personnes).

les fondements militaires, politiques, diplomatiques et économiques de l'organisation de la sécurité (et de la conduite des opérations qui en découlent) de la Fédération de Russie.

Si la doctrine militaire 1993 adhère au principe de la menace intérieure, la version 2000 fonde clairement que la menace majeure pour l'intégrité et le salut de la Russie réside dans les menaces intérieures (dont la nature peut être très diverse), et ce, en dépit du fait qu'elle ne renie pas complètement l'idée de la menace occidentale. L'anti-occidentalisme que de nombreux analystes ont décelé dans le texte de 2000 est réel mais peut alors être évidemment relativisé. Dans la même perspective, et au plus loin des frontières, ce sont les « instabilités proches » qui sont considérées comme les plus risquées pour la sécurité de la Fédération plutôt que l'affrontement avec l'occident.

Si la pérennité des menaces extérieures trouve une illustration dans les déclarations du Général Klimenko qui soutenait que « la sécurité du pays inclut la neutralisation des menaces non seulement internes mais aussi externes », une bonne mesure de la prise de conscience de l'importance des premières se trouve dans les mots mêmes de Sergueï Ivanov qui déclare sans ambages que « les menaces intérieures en Russie prévalent sur les menaces extérieures ». L'impulsion initiale qui explique ce changement de « posture » repose sur la prise en compte des difficultés rencontrées par les Forces armées russes en Tchétchénie. Plus globalement, les instabilités potentielles qui existent en Asie centrale complètent cette explication. L'amélioration des capacités opérationnelles des Forces armées russe entre les deux Guerres de Tchétchénie est déjà évidente.

Cette orientation vers des modes d'action « intérieurs » traduit incontestablement l'engagement de l'institution militaire au côté du pouvoir central dans les efforts de renforcement de son autorité dans les régions en général, dans les zones d'instabilité en particulier. Dès lors, il devient indispensable d'insister sur la prédominance des conflits locaux et régionaux sur l'échelle d'évaluation des menaces contre la sécurité militaire de la Fédération. Le terrorisme, les activités illégales de toute nature, les organisations séparatistes, nationalistes et extrémistes font partie de ces menaces intérieures. Ces éléments furent exploités pour justifier l'engagement des Forces armées de la fédération en Tchétchénie.

En corollaire, au delà de la compréhension de la menace, il est nécessaire de décrire les outils en mesure de s'y opposer efficacement. Là encore, nombreux furent les commentaires pour s'accorder sur l'engagement de moyens autres que ceux spécifiques aux Forces armées. Sur ce point précis, les propos de Sergueï Ivanov sont à nouveau très clairs : il « sera donnée la priorité aux moyens politiques, diplomatiques et autres non militaires ».

Cet effort tous azimuts fut en outre soutenu pour faire face aux menaces potentielles nées de l'élargissement de l'OTAN en direction des frontières de la fédération.

2.2.3. 1993 et 2000: l'Occident nouvel « adversaire » ? :

Dans le domaine des relations stratégiques avec l'Occident, les commentaires qui furent faits après la publication des doctrines militaires furent fondés sur le constat que les intérêts russes ne coïncidaient pas nécessairement avec ceux de l'Occident. En conséquence, face aux ambitions de l'Occident, cherchant à contrarier les intérêts de puissance de la Fédération, le facteur militaire conserverait toute son importance dans le champ d'action des relations internationales.

Il est dès lors possible de décrire les facteurs constitutifs des menaces principales pour la Fédération de Russie ayant leur origine dans la conduite des politiques de puissance des Etats occidentaux:

- L'ingérence directe d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat, en particulier quand des objectifs militaires et politiques peuvent être atteints sans contact entre les Forces armées des parties impliquées. Les facteurs économiques et techniques seraient alors déterminants.
- L'action directe d'un Etat ou d'un groupe d'Etats visant à miner les intérêts de puissance russes dans les relations internationales.
- La présence à proximité des frontières de la Fédération de Russie de Groupes de forces en mesure de constituer un déséquilibre militaire local et/ou régional.
- L'élargissement, perçu comme inconsideré, des alliances militaires. Dans ce domaine, c'est bien évidemment, l'élargissement de l'OTAN qui est visé. Sur ce point, Sergueï Ivanov, Secrétaire du Conseil de sécurité est lumineux quand il affirme que « l'élargissement de l'OTAN et sa transformation en force militaro-politique dominante en Europe crée la menace d'une nouvelle division de l'Europe. C'est pourquoi la poursuite de l'élargissement de l'OTAN est inacceptable pour la Russie ». dès lors, pour les concepteur de la stratégie militaire de la Fédération, il s'agit de répondre à la question : quoi lui opposer ?

- Le déploiement de troupes sur des théâtres d'opérations en contravention avec le cadre légal international défini par l'Organisation des Nations Unies, en particulier dans le cadre de motivations fondées sur l'ingérence humanitaire.

La description de ces éléments constitutifs de menaces ayant une origine occidentale est en fait l'affirmation claire d'une volonté stratégique d'autonomie de la Fédération qui se sépare d'un angélisme trop simplificateur.

En définitive, l'anti occidentalisme qui a été reproché à la Fédération de Russie n'est alors pas du tout évident à confirmer et mérite d'être nettement relativisé.

2.2.4. 1993 et 2000: le phénomène nucléaire:

Dans les deux documents de doctrine militaire, on retrouve la validation du refus du principe de non emploi en premier des armes nucléaires qui avait été auparavant affirmé en 1982. C'est ici un moyen efficace de renforcer la crédibilité de la dissuasion nucléaire que de considérer son emploi en premier comme possible. Cette affirmation n'empêche pas les deux textes de s'accorder pour définir des restrictions communes couvrant les Etats non nucléaires.

L'arme nucléaire est alors considérée comme un facteur égalisateur compensant la faiblesse des forces conventionnelles, en particulier en comparaison des arsenaux de l'OTAN. La conscience de la faiblesse relative des forces armées de la Fédération, en particulier dans le domaine des équipements, est ainsi très claire.

De plus, l'idée d'infliger des dommages voulus est également affirmée dans les deux documents. Il ne s'agit pas d'envisager une riposte nucléaire globale mais d'accepter un recours gradué à l'arme nucléaire en vue de proposer une dissuasion nucléaire flexible. En complément, selon la même approche de destruction massive, les deux doctrines militaires défendent le même cadre d'utilisation des armes de destruction massives.

La doctrine militaire 2000 est symptomatique de la querelle qui peut exister sur le principe de priorité des forces nucléaires par rapport aux forces conventionnelles. Sur ce point précis, des leçons ont-elles été tirées de la crise du Kosovo.

Des choix stratégiques vont devoir être faits. Les contraintes budgétaires devraient faire perdre leur autonomie aux forces nucléaires et se concrétiser par une baisse sensible de leurs effectifs et de leurs matériels.

Une autre démarche, également orientée vers la baisse des ressources et des moyens de la composante nucléaire, illustre un point de vue plus positif du fait nucléaire en tirant les dividendes de la « détente nucléaire ». Après la ratification de START II, la Russie devient le bon élève de la classe des membres officiels du « Club nucléaire » en marquant un contre-pied à l'unilatéralisme américain. Dans une certaine mesure, le nucléaire se diplomatiserait en même temps qu'il se verrait réduit dans ses aspects purement militaires.

En dépit d'un accord sur la réduction du « format », le cadre d'emploi du nucléaire demeure large: il s'établit évidemment au niveau des guerres majeures mais descend également jusqu'aux guerres régionales.

Dans la doctrine militaire 2000, ce cadre d'emploi du feu nucléaire est à la fois plus flou et plus large que ce qui fut préconisé dans le concept de 1997. Ce dernier document se limitait à identifier des « menaces quant à l'existence même de la Fédération en tant qu'État souverain indépendant » comme argument légitime à son emploi.

Toutefois, le caractère exorbitant des dégâts du feu nucléaire fait que son emploi ne peut trouver son cadre que dans des moments critiques pour la pérennité même de la Fédération. Le Général Manilov ne dit rien d'autre quand il définit la situation critique déclenchant le feu nucléaire comme ne pouvant survenir « qu'en conséquence d'une agression et seulement quand ses conséquences posent la question: la Russie existera-t-elle demain ? »

Dès lors, comme le Général Dvorkine, Directeur du 4^e institut de recherche du Ministère de la Défense, il est possible d'apprécier qu'aujourd'hui la doctrine nucléaire russe est identique à celle des USA, de la France ou de la Russie.

2.2.5. Les Forces armées et la capacité d'intervention intérieure :

La capacité d'intervention intérieure des Forces armées de la Fédération est directement liée aux capacités militaires qu'elles détiennent pour faire face aux menaces prioritaires, et de la volonté politique de voir ces forces jouer un rôle sur le territoire de la Fédération.

Si la baisse drastique des effectifs de la période 1992-1999 a pu être considérée comme un indicateur pertinent de la démilitarisation de la société russe, le risque du retour à la « primauté du militaire » (comme à l'ère soviétique) peut apparaître comme réel.

Vladimir Poutine²² lui même confirme ce retour en influence du fait militaire quand il affirme que « la Russie ne pourra résoudre les énormes tâches du développement de l'Etat sans l'Armée... Dans tout le pays, et particulièrement en Russie, l'Armée a toujours été le fondement de l'Etat ».

Dès lors, il ne sera pas possible de refuser l'idée de voir les Forces armées intervenir sur le territoire de la Fédération. La Doctrine militaire 2000 n'hésite pas à franchir ce pas en annonçant la possibilité de répondre aux menaces internes par des moyens militaires. L'engagement de l'Armée russe dans les deux conflits tchéchènes trouve ainsi une forme d'officialisation conceptuelle.

En dépit de ses réticences traditionnelles à l'intervention à l'intérieur des frontières, les Forces armées russes ont au cours des années 90 fait évoluer leur point de vue sur ce sujet et fini par adhérer à cette perspective. Cette situation illustre probablement la crainte de voir augmenter les séquestrations budgétaires au profit des autres systèmes de forces en cas de résistance trop forte des autorités militaires aux interventions intérieures, et ce malgré l'évidence de l'incapacité de ces dernières à régler seule une crise interne d'envergure.

Cet engagement des Forces armées à l'intérieur des frontières est très directement associé aux enseignements tirés de la Crise du Kosovo par les autorités russes. Comme le souligne Alexeï Arbatov²³, « l'usage de la force est devenu le mode de résolution des problèmes les plus efficace, si elle est employée de façon décisive et massive. Les négociations sont d'une valeur toute relative et ne doivent être utilisées qu'en couverture de l'action militaire ».

Dans cette perspective où la fin justifie les moyens, l'environnement de l'action militaire et le lot de destructions et de souffrances qu'elle suppose devient alors secondaire. Alexeï Arbatov va même jusqu'à placer dans cette mise à l'écart les notions de légalité de la démarche de l'Etat et des procédures employées comme d'observation des lois. Dès lors, la seconde Guerre de Tchétchénie a pu s'intensifier en dehors du cadre légal contraignant de « l'état d'urgence » en se référant constamment à une volonté politique de lutte contre le terrorisme. Cette démarche sera même légitimée a posteriori par l'adoption de la « Loi contre le terrorisme » qui stipulera clairement la possibilité pour les Forces armées de la Fédération

²² Cité par Isabelle FACON, « Evolution des doctrines militaires de Moscou depuis 1989 : continuité, discontinuité », Recherche et Documents, n°23 novembre 2001, site Internet de la Fondation pour la recherche stratégique <http://www.frstrategie.org>.

²³ ARBATOV Alexeï, The Marshall Center Papers, n°2, « The use of force is the most efficient problem solver, if applied decisively and massively. Negotiations are of dubious value and are to be used as a cover for military action ».

de Russie d'agir dans le cadre de la lutte contre le terrorisme sur le territoire de la Fédération et de conduire des actions de combat qualifiées alors de « domestiques ».

CONCLUSION :

Ainsi, la double analyse qui a été menée au long de ces pages laisse apparaître que les deux doctrines militaires de la Fédération de Russie, dans leurs versions 1993 et 2000, sont proches aussi bien dans leur forme que dans leur contenu. Cette proximité ne s'explique pas en définitive par une proximité temporelle mais plutôt par le fait qu'elles ont eu pour objet de répondre en définitive au même objectif général de sécurité.

L'environnement général qui a entouré leur rédaction et leur validation le confirme encore. Même si les différences que les études du texte des documents et de leur contexte général ont relevés demeurent, les doctrines militaires intègrent pleinement le facteur militaire dans la perspective de la politique générale de la sécurité de la Fédération de Russie à l'ère post soviétique.

Toutefois, le vrai défi de la rénovation et de la refondation des Forces armées russes n'est pas doctrinal (selon l'acception russe du mot « doctrinal »). En dépit des efforts considérables qui ont déjà été imposés à la structure militaire et à ses personnels, le plus difficile reste encore à accomplir. Des chantiers gigantesques attendent les leaders politiques et militaires chargés de la conduite des projets de réforme et de refondation. Les dix années à venir ne seront pas de trop pour accomplir cette tâche.

Les déclarations d'intention ne suffiront pas pour la mener à bien. La société russe elle même devra se convaincre de sa nécessité et traduire sa compréhension du besoin militaire par un niveau d'allocation budgétaire satisfaisant. Ce dernier ne pourra devenir une réalité qu'à hauteur du succès du décollage économique de la Fédération de Russie. Le président Poutine pressent clairement l'effort à fournir en augurant « qu'il faudrait environ quinze ans et une croissance annuelle de PIB de 8% chaque année avant que la Russie atteigne le PIB par habitant actuel du Portugal ou de l'Espagne ». Dès lors, le rang militaire et de puissance de la Fédération n'est pas aisé à promouvoir et à défendre.

Ainsi, la réforme militaire trouvera sa vraie place, celle d'une composante de l'ensemble plus vaste de la recomposition de la société russe à l'aube d'une nouvelle ère faisant suite à celle de l'empire soviétique. Le nouvel empire russe ne s'est pas encore réveillé et il lui faudra encore de nombreuses années avant de se mettre pleinement debout mais ses ressources et son dynamisme ont déjà de quoi faire réfléchir les plus puissantes d'entre les Nations.

CBA Frédéric RICHAUD

Mars 2002

Annexe 1 : La doctrine militaire de la Fédération de Russie, version 1993.

The Basic Provisions of the Military Doctrine of the Russian Federation

"The Basic Provisions of the Military Doctrine of the Russian Federation" were examined at sessions of the Russian Federation Security Council held on 3 and 6 October 1993. The Russian Federation Security Council approved the finalized document at its 2 November 1993 session.

The "Basic Provisions of the Military Doctrine of the Russian Federation" were adopted by edict No. 1833 of the president of the Russian Federation, dated 2 November 1993.

1. INTRODUCTION

2. Political Bases of the Military Doctrine

2.1. The Russian Federation's attitude to armed conflicts and the utilisation of the Russian Federation Armed Forces and other troops

2.2. The basic sources of military danger

2.3. The political principles and basic guidelines for the sociopolitical support to the Russian Federation's military security

2.4. The state's tasks in the sphere of ensuring military security.

3. Military Foundations of the Military Doctrine

3.1. The foundations for the use of the Russian Federation Armed Forces and other troops

3.2. The missions of the Russian Federation Armed Forces and other troops and the organisation of their command and control

3.3. The main objectives, principles, and tasks of the organisational development of the Russian Federation Armed Forces and other troops.

4. Military-Technical Co-operation Between the Russian Federation and Foreign Countries

4.1. The aims and asks of military-technical support for the military security of the Russian Federation

4.2. The basic directions of development of the defense-industrial potential of the Russian Federation

4.3. Military-technical co-operation between the Russian Federation and foreign countries

5. CONCLUSION

1. INTRODUCTION:

The "Basic Provisions of the Military Doctrine of the Russian Federation" are an integral part of the security concept of the Russian Federation and constitute a document of the transitional period -- the period of establishing Russian statehood, implementing democratic reforms, and shaping a new system of international relations. They constitute a system of views officially adopted in the state on the prevention of wars and armed conflicts, on military organisational development, on the country's defense preparation, on the organisation of countermeasures to threats to the state's military security, and on the utilisation of the Russian Federation Armed Forces and other troops for the defense of the Russian Federation's vitally important interests.

The Russian Federation's vitally important interests in no way impinge upon the security of other states and they are secured within the framework of equitable and mutually beneficial interstate relations. The implementation of the provisions of the military doctrine is achieved by means of co-ordinated measures of a political, economic, legal, and military nature with the participation of all organs of state power and administration, public organisations, and citizens of the Russian Federation.

2. POLITICAL BASES OF THE MILITARY DOCTRINE :

This section:

- expounds the Russian Federation's attitude to armed conflicts and the utilisation of the Russian Federation Armed Forces and other troops;
- defines the basic sources of military danger;
- contains the political principles and basic guidelines for the sociopolitical support to the Russian Federation's military security;
- formulates the state's tasks in the sphere of ensuring military security.

2.1. The Russian Federation's Attitude to Armed Conflicts and the Utilisation of the Russian Federation Armed Forces and Other Troops:

At the contemporary stage of development of the international situation -- when confrontation generated by ideological antagonism is being overcome, partnership and all-around co-operation are expanding, confidence in the military sphere is strengthening, and nuclear and conventional armaments are being reduced -- political-diplomatic, international legal, economic, and other nonmilitary methods and collective actions by the world community regarding threats to peace, violations of peace, and acts of aggression assume paramount importance in preventing wars and armed conflicts.

Ensuring the Russian Federation's military security and its vitally important interests depends first and foremost:

- in the domestic policy sphere on resolving economic, political, and social problems and successfully implementing reforms;
- in the foreign policy sphere on the state of relations with the surrounding world, primarily with our immediate neighbors and the leading powers.
- Proceeding from this premise, the Russian Federation:
- is committed to the principles of the peaceful settlement of international disputes, respect for the sovereignty and territorial integrity of states, noninterference in their internal affairs, inviolability of state borders and other universally recognized principles of international law;

- regards no state as its enemy;
- will not employ its Armed Forces or other troops against any state other than for individual or collective self-defense if an armed attack is made on the Russian Federation, its citizens, territory, Armed Forces, other troops, or its allies.
- cooperates in the efforts of the world community and various collective security organs in preventing wars and armed conflicts and maintaining or restoring peace;
- participates in the further development of international law and in the drafting, adoption, and implementation by all countries of a range of effective measures to prevent wars and armed conflicts.

The aim of the Russian Federation's policy in the sphere of nuclear weapons is to eliminate the danger of nuclear war by deterring the launching of aggression against the Russian Federation and its allies.

The Russian Federation:

- will not employ its nuclear weapons against any state-party to the Treaty on the Nonproliferation of Nuclear Weapons, dated 1 July 1968, which does not possess nuclear weapons except in the cases of: a) an armed attack against the Russian Federation, its territory, Armed Forces, other troops, or its allies by any state which is connected by an alliance agreement with a state that does possess nuclear weapons; b) joint actions by such a state with a state possessing nuclear weapons in the carrying out or in support of any invasion or armed attack upon the Russian Federation, its territory, Armed Forces, other troops, or its allies;
- actively advocates the cessation of nuclear weapons tests and promotes the establishment of dialogue on this question with the ultimate goal of achieving a comprehensive ban;
- seeks the reduction of nuclear forces to a minimal level which would guarantee the prevention of large-scale war and the maintenance of strategic stability and -- in the future -- the complete elimination of nuclear weapons;
- takes, jointly with other interested countries, the requisite measures to strengthen the regime governing the nonproliferation of nuclear weapons and render it universal in nature.

The Russian Federation's policy regarding other types of weapons of mass destruction consists of:

- promoting the full implementation of the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling, and Use of Chemical Weapons and on their destruction and the maximum expansion of the parties to it;
- ensuring compliance with the regime of the Convention on the Prohibition of the Development, Production, and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxic Weapons and on Their Destruction;
- preventing the creation of new types of weapons of mass destruction and the development, production, stockpiling, acquisition, storage, or proliferation of means, materials, and technologies which help create these weapons;
- maintaining readiness to counter effectively the consequences of the creation of new types of weapons of mass destruction and providing guarantees of the security of citizens, society, and state.

The Russian Federation ensures its military security by means of all the means at its disposal with priority accorded to political, diplomatic, and other peaceful means. In this context, the Russian Federation deems it necessary to possess Armed Forces and other troops and to employ them for the following purposes:

- protection of the sovereignty, territorial integrity, and other vitally important interests of the Russian Federation in the event of aggression launched against it or its allies;

- the conduct of peace-keeping operations by decision of the UN Security Council or in accordance with the Russian Federation's international commitments;
- the termination of armed conflicts and any unlawful armed violence on the state border or the border of another state in accordance with treaty commitments, or within the bounds of the territory of the Russian Federation that threaten its vitally important interests.

The Russian Federation Armed Forces and other troops are employed in accordance with the Constitution, the laws, and other normative acts of the Russian Federation. The utilisation of the Russian Federation Armed Forces and other troops in support of individual groups of people, parties, or public associations is not permitted.

The document provides a classification of the basic sources of military danger. In this regard it is stressed that the immediate threat of direct aggression being launched against the Russian Federation has considerably declined in contemporary conditions. At the same time the danger of war does remain. Social, political, territorial, religious, national-ethnic, and other conflicts and the desire of a number of states and political forces to resolve them by means of armed struggle constitute the main reasons for its persistence and for the emergence of armed conflicts and wars. Armed conflicts which arise on the basis of aggressive nationalism and religious intolerance pose a special danger.

The basic existing and potential sources of external military danger for the Russian Federation are:

- the territorial claims of other states on the Russian Federation and its allies;
- existing and potential local wars and armed conflicts, particularly those in the immediate vicinity of the Russian borders;
- the possibility of the use (including the unsanctioned use) of nuclear and other types of weapons of mass destruction which a number of states have in service;
- the proliferation of nuclear and other types of weapons of mass destruction, their delivery systems, and the latest military production techniques in conjunction with the attempts by certain countries, organisations, and terrorist groups to realize their military and political aspirations;
- the possibility of strategic stability being undermined as a result of the violation of international accords in the sphere of arms limitation and reduction and of the qualitative and quantitative buildup of armaments by other countries;
- attempts to interfere in the internal affairs of and destabilize the internal political situation in the Russian Federation;
- the suppression of the rights, freedoms, and legitimate interests of citizens of the Russian Federation in foreign states;
- attacks on military installations of the Russian Federation Armed Forces sited on the territory of foreign states;
- the expansion of military blocs and alliances to the detriment of the interests of the Russian Federation's military security;
- international terrorism.

The document then goes on to identify factors which help transform a military danger into an immediate military threat to the Russian Federation:

- the buildup of groupings of troops (forces) on the borders of the Russian Federation to the point where they disrupt the prevailing correlation of forces;
- attacks on facilities and installations on the state border of the Russian Federation and on the borders of its allies and the launching of border conflicts and armed provocations;
- the training of armed formations and groups on the territory of other states which are intended to be transferred to the territory of the Russian Federation and its allies;

- the actions of other countries which hinder the functioning of Russian systems for the support of the strategic nuclear forces and of state and military command and control of, above all, their space component;
- the introduction of foreign troops in the territory of neighboring states of the Russian Federation (if this is not connected with measures to restore or maintain peace in accordance with a decision of the UN Security Council or a regional organ of collective security with the agreement of the Russian Federation).

The main internal sources of military threats which the Russian Federation Armed Forces and other troops may be used to counter are regarded in the document as:

- illegal activity by nationalist, separatist, or other organisations which is aimed at destabilizing the situation in the Russian Federation or violating its territorial integrity and which is carried out using armed violence;
- attempts to overthrow the constitutional system by force or to disrupt the functioning of organs of state power and administration;
- attacks on nuclear power, chemical, or biological production facilities or other potentially dangerous facilities;
- the creation of illegal armed formations;
- the growth of organised crime or contraband activity on a scale threatening the security of citizens and society;
- attacks on arsenals, weapons stores, enterprises producing arms or military or specialised equipment or property, or organisations, establishments, or structures possessing authorized weapons with a view to capturing them;
- the illegal distribution on the territory of the Russian Federation of weapons, ammunition, explosives, or other means for carrying out sabotage or terrorist acts, and also the unlawful circulation of narcotics.

Additional factors increasing the degree of threat to the military security of the Russian Federation are the fact that a number of sectors of the state border of the Russian Federation have not been properly determined in treaty form and the settlement of the legal status of the presence of Russian Federation Armed Forces and other troops outside its borders is incomplete.

The document determines the following basic guidelines for safeguarding the military security of the Russian Federation:

- the maintenance of the qualitative state of the Armed Forces and other troops and their combat readiness and combat capability at a level guaranteeing the reliable protection of Russia's vitally important interests;
- the development of a system of bilateral and multilateral accords among states on renouncing power politics and precluding the use or threat of military force;
- the inclusion of the Russian Federation in collective security structures or the establishment of relations of co-operation with such structures;
- the improvement of existing international mechanisms for monitoring the proliferation of weapons of mass destruction and their delivery vehicles and the creation of such new effective mechanisms;
- the creation of the conditions for the indefinite operation of the Treaty on the Nonproliferation of Nuclear Weapons and also the adoption of measures to expand the number of parties to this treaty and also to include in the arrangements for the nonproliferation of weapons of mass destruction all states possessing the potential to develop them;
- the promotion of the multilateralization of talks on nuclear disarmament;

- the establishment of dialogue between states possessing nuclear weapons on problems of nuclear tests with a view to cutting them to the minimum necessary for the maintenance of nuclear safety but precluding the improvement of nuclear weapons, and with a view to their eventual complete prohibition;
- the broadening of confidence-building measures in the military sphere, including the exchange of information of a military nature on a mutual basis and the coordination of military doctrines and military organisational development plans with allies and partners;
- the prevention of damage to the security of the Russian Federation as a result of the violation of previously achieved accords in the field of the limitation and reduction of nuclear and conventional arms;
- the consistent implementation of the Treaty on Conventional Forces in Europe of 19 November 1990 and the promotion of the inclusion of states in Asia and other regions of the world in the process of the limitation and reduction of conventional armed forces and arms;
- the activation of dialogue on the preparation and adoption of effective international accords in the field of the reduction of naval forces and arms and the limitation of naval activity;
- the settlement of the status of Russian troops and military bases and facilities on the territory of other states on the basis of interstate agreements;
- the development of mutually advantageous co-operation with foreign states in the military field, first and foremost with the states belonging to the Commonwealth of Independent States (CIS) and the states of Central and East Europe.

Basic Principles of Russian Federation Policy in the Field of Military Security:

- the safeguarding of the security of the Russian Federation without detriment to the security of other countries or universal security;
- the maintenance of stability in regions adjoining the borders of the Russian Federation, neighboring countries, and the world as a whole;
- the matching of the organisational development of the Russian Federation Armed Forces and other troops to the political objectives and economic potential of the country and to the course of reforms;
- the observance of international commitments and the promotion of the achievement of the objectives of the treaties and agreements to which the Russian Federation is a party;
- the effective utilisation of international mechanisms to maintain the arrangements for trading in weapons and military technologies without detriment to the security of the Russian Federation and the world community;
- the interdiction of supplies of arms and military equipment which could exacerbate a crisis situation, undermine regional stability, or violate an embargo or other relevant international accords to which the Russian Federation is a party;

In the matter of maintaining international peace and security and preventing wars and armed conflicts the Russian Federation regards as partners all states whose policies do not harm its interests and do not contravene the UN Charter, and will cooperate:

- within the Commonwealth of Independent States -- with its members in resolving problems of collective defense and security and agreeing military policy and defense organisational development. This dimension of co-operation is the priority for the Russian Federation;
- at the regional level -- with the countries party to the Conference on Security and Co-operation in Europe and also other states and military-political structures in adjoining regions with existing and emerging collective security systems;

- on a global scale -- with all member-states of the United Nations, first and foremost within the framework of the UN Security Council, on the basis of the principles and norms of international law.

The nature, conditions, and forms of the Russian Federation's participation in peacekeeping operations undertaken by the United Nations and other international organisations are determined by the legislation of the Russian Federation and international commitments and agreements, including within the framework of the CIS.

2.2. Basic Directions for Sociopolitical Support for the Military Security of the Russian Federation:

- the creation and improvement of the legal foundations of the safeguarding of the military security of the Russian Federation;
- the improvement of a military policymaking mechanism ensuring state control over the adoption and fulfillment of military-political decisions;
- the ensuring of the requisite manning of troops (forces) taking account of demographic factors and opportunities for service under contract and the utilisation of civilian personnel and female service personnel;
- the ensuring of the social protection of servicemen and members of their families and also of people discharged from military service;
- the implementation of a package of state measures to raise the prestige of military service;
- the creation and improvement of a system of military-patriotic upbringing and pre-draft training;
- the shaping in citizens of moral and psychological readiness to protect the fatherland;
- the creation and improvement of a system for the upbringing of Armed Forces servicemen and other troops;
- co-operation between military command and control organs and state organs and social and religious organisations;
- the prohibition, in accordance with legislation, of activity in the Russian Federation Armed Forces and
- other troops by political parties, organisations, and associations and also of the propagandization of violence and war;
- the provision of information for Armed Forces servicemen and other troops of the Russian Federation, and openness in relations with the public and the mass media.

The state performs the following tasks in order to safeguard military security:

- In peacetime:
 - the maintenance of the country's defense potential at an adequate level to meet existing and potential military threats and taking account of the country's economic potential and the availability of manpower resources;
 - the qualitative improvement of the Armed Forces and other troops, the ensuring of their combat and mobilisation readiness guaranteeing the country's military security;
 - the priority allocation of appropriations for the most promising scientific and technological defense developments in terms of safeguarding the security and developing the economy of the country;
 - the rational conversion of military production;
 - the ensuring of the readiness of organs of state administration and the economy of the country to mobilize men, equipment, and weapons for preventing wars and armed conflict and ensuring the reliable protection of the state border and, in period of threat and wartime, to perform the tasks of defense and security;

- the suppression of possible provocations and encroachments on the security of citizens, the sovereignty, territorial integrity, and other vitally important interests of the Russian Federation.
- In a period of threat and with the commencement of war (armed conflict):
 - the timely declaration of a state of war, the introduction of a state of emergency or martial law in the country or in individual areas with the simultaneous bringing of the Russian Federation Armed Forces and other troops (or part thereof) to the requisite degrees of combat readiness, the adoption of decisions, and issuing of orders for the preparation and implementation of specific operations;
 - the mobilisation of the necessary men, equipment, and weapons for repulsing the aggressor, the conducting of political, economic, armed, and other means of struggle to prevent aggression, repulse an attack, and defeat an aggressor;
 - the coordination of the efforts of all organs of power and administration and public organisations and the country's population to repulse aggression and inflict the kind of damage on the enemy that will force him to renounce further combat operations on terms which accord with the interests of the Russian Federation;
 - the fulfillment of the international commitments of the Russian Federation to provide military aid to countries allied with it and participate in peacekeeping operations;
 - the provision of support for actions by the UN Security Council and other international organisations to maintain or restore international peace and security at the earliest possible stage in the development of a threatening situation or conflict.

The supreme organs of state power and administration of the Russian Federation, organs of state power and administration of all components of the Federation, and organs of local self-government bear, within the bounds of the duties and powers defined by the Constitution and legislation of the Russian Federation, full responsibility for the ensuring of military security, the state of the country's defense capability, the combat and mobilisation readiness and combat capability of the Russian Federation Armed Forces and other troops.

All activity to perform the tasks of ensuring the military security of the Russian Federation is organised, controlled, and co-ordinated by the president of the Russian Federation. He heads the Russian Federation Security Council -- the constitutional organ which prepares the decisions of the Russian Federation president in the field of safeguarding the security of citizens, society, and state.

3. MILITARY FOUNDATIONS OF THE MILITARY DOCTRINE:

This section examines:

- the foundations for the use of the Russian Federation Armed Forces and other troops,
- the missions of the Russian Federation Armed Forces and other troops and the organisation of their command and control;
- the main objectives, principles, and tasks of the organisational development of the Russian Federation Armed Forces and other troops.

3.1. The Foundations for the Use of the Russian Federation Armed Forces and Other Troops:

In conditions where the threat of world war (both nuclear and conventional) is considerably reduced, even if not entirely eliminated, the main danger to stability and peace is posed by local wars and armed conflicts. The likelihood of their arising in certain regions is growing.

Military operations in armed conflicts and local wars may be conducted by peacetime groupings of troops (forces) stationed in the conflict zone. Where necessary they will be reinforced via the partial deployment and redeployment of men, equipment, and weapons from other sectors [napravleniya] (regions).

The main objective of the use of the Russian Federation Armed Forces and other troops in armed conflicts and local wars is to localize a seat of tension and terminate military operations at the earliest possible stage in the interests of creating preconditions for the settlement of the conflict by peaceful means on conditions which accord with the interests of the Russian Federation.

Military operations in armed conflicts and local wars may be characterized by:

- the broad range of forces enlisted to conduct the armed struggle -- from irregular enemy formations and limited troop contingents on the part of the Russian Federation to operational-strategic groupings of troops (forces) on both sides;
- the use of various means and forms of conducting military operations on a tactical and operational scale;
- the use of the entire available arsenal of means of armed violence -- from light small arms to state-of-the-art arms and military hardware, including high-precision weapons systems of the combatant sides.

Armed conflicts and local wars can in certain conditions escalate into a large-scale war.

Deliberate actions by the aggressor which aim to destroy or disrupt the operation of the strategic nuclear forces, the early-warning system, nuclear power and atomic and chemical industry installations may be factors which increase the danger of a war using conventional weapons systems escalating into a nuclear war.

The document contains the thesis that any, including limited, use of nuclear weapons in a war by even one side may provoke the massive use of nuclear weapons and have catastrophic consequences.

Internal armed conflicts, which threaten the vitally important interests of the Russian Federation and may be used as an excuse for other states' intervention in its internal affairs, pose a considerable danger. The aim of using the troops and forces enlisted for the localisation and suppression of such conflicts is to most speedily normalize the situation, restore legality and law and order, safeguard public security, provide the population with the necessary aid, and create conditions for the settlement of conflicts by political means.

3.2. The Missions of the Russian Federation Armed Forces and Other Troops and the Organisation of Their Command and Control :

In order to prevent wars and armed conflicts and ensure the deterrence of potential aggressors from unleashing any wars which threaten the interests of the Russian Federation, its Armed Forces are assigned the following tasks:

- the prompt identification, jointly with the manpower and resources of the Russian Federation Foreign Intelligence Service, the Russian Federation Ministry of Security, the Russian Federation Foreign Ministry, and the Russian Federation Ministry of Internal Affairs, of an impending armed attack or a threatening development in the situation and the warning of the state's supreme leadership thereof;
- the maintenance of the composition and status of the strategic nuclear forces at a level ensuring guaranteed intended damage to the aggressor in any conditions of the situation;
- the maintenance of the combat potential of peacetime general-purpose groupings of troops (forces) at a level ensuring that aggression on a local (regional) scale is repulsed;

- the ensuring, within the framework of the state measures to switch the country from a peacetime to a wartime footing, of the strategic deployment of the Armed Forces and other troops;
- the protection of the state border in the air and underwater.

The performance of the aforementioned and other tasks is carried out by the Armed Forces in close co-operation with other troops of the Russian Federation, whereby the Border Guard Troops are assigned the protection of the state border on land, sea, rivers, lakes, and other reservoirs, the Internal Troops are assigned the protection of important state facilities and the suppression of particularly dangerous offenses, sabotage, or terrorist acts.

The Russian Federation Armed Forces and other troops are utilized in accordance with the Constitution and existing legislation of the Russian Federation, the Geneva Conventions on the Defense of Victims of War of 12 August 1949, and other international law commitments of the Russian Federation applied in a period of armed conflict.

Overall leadership of the Russian Federation Armed Forces and other troops is exercised by the president of the Russian Federation -- the supreme Commander-in-Chief of the Armed Forces -- in accordance with the Constitution and existing legislation of the Russian Federation.

The Council of Ministers/Government of the Russian Federation bears responsibility for the state of the Russian Federation Armed Forces and other troops.

Direct leadership of the Russian Federation Armed Forces is exercised by the Minister of Defense of the Russian Federation.

The main organ for the operational leadership of the Armed Forces is the General Staff of the Armed Forces of the Russian Federation.

Direct leadership of other troops is exercised by the corresponding commanders (chiefs) in accordance with existing legislation.

In the event of aggression against the Russian Federation and its allies the Russian Federation Armed Forces are assigned the following missions:

- the repulsing of enemy attacks from air, land, or sea;
- inflicting destruction on the enemy and the creation of conditions for the cessation of military operations at the earliest possible stage and the conclusion of peace on terms which accord with the interests of the Russian Federation;
- the conduct of military operations jointly with the armed forces of allied states in accordance with the international commitments of the Russian Federation.

When participating in peacekeeping operations carried out by decision of the UN Security Council or in accordance with the international commitments of the Russian Federation, the contingents of its Armed Forces may be assigned the following main tasks:

- the separation of the conflicting sides' armed groupings;
- the ensuring of deliveries of humanitarian aid to the civilian population and their evacuation from the conflict zone;
- the blockading of the conflict area with a view to ensuring the implementation of sanctions adopted by the international community.

The performance of these and other possible tasks should be aimed at creating conditions which ensure the political settlement of the armed conflict.

When performing the above operations in regions adjacent to the Russian Federation, the Border Guard Troops, and internal affairs organs and Internal Troops of the Russian Federation Ministry of Internal Affairs within the confines of the Russian Federation state border may perform the task of safeguarding the passage and return of peacekeeping forces.

The Russian Federation bears responsibility for the material/technical supply, instruction, training, planning, and operational command of the Russian contingents in accordance with UN standards and procedures and agreements thereon within the CSCE and

the CIS. To this end the Russian Federation Armed Forces use the experience accumulated in this field by other countries and international organisations and carry out military maneuvers, staff exercises, and exchange visits and information.

In order to prevent and suppress internal conflicts and other actions using means of armed violence on the territory of the Russian Federation, which threaten its territorial integrity and the other interests of society and Russia's citizens, internal affairs organs and Internal Troops of the Russian Federation Ministry of Internal Affairs are assigned the following tasks:

- the ensuring of the protection of public order and the maintenance of the legal regime of the state of emergency in the conflict zone;
- the localisation and blockading of the conflict area;
- the suppression of armed clashes and the separation of the conflicting parties;
- the implementation of measures to disarm and eliminate illegal armed forces and confiscate weapons from the population in the conflict area;
- the strengthening of the protection of public order and security in areas adjoining the conflict area;
- the implementation of operational-investigative and enquiry measures in the interests of eliminating the threat to internal security, and also the performance of other tasks envisaged by existing legislation.

Individual formations of the Russian Federation Armed Forces and other troops may be enlisted to aid internal affairs organs and the Internal Troops of the Russian Federation Ministry of Internal Affairs in localizing and blockading the conflict region, suppressing armed clashes, and separating the conflicting sides, and also in defending strategically important installations in accordance with the procedure prescribed by existing legislation.

The Border Guard Troops, securing the state border, help law enforcement organs in the struggle against organised crime, terrorism, and the smuggling of weapons and narcotics, and in preventing internal armed conflicts from extending beyond the confines of the Russian Federation.

The Russian Federation Armed Forces may be assigned missions of assisting the Border Guard Troops in guarding the state border of the Russian Federation and helping other forces in guarding maritime lines of communications and important state installations and economic zones, and in combating terrorism, illegal traffic of drugs, and piracy.

The tasks of other troops of the Russian Federation enlisted in defense are determined in accordance with existing legislation.

The men, equipment, and weapons of the Russian Federation Armed Forces and other troops may be enlisted to help the population eliminate the consequences of accidents, catastrophes, and natural disasters.

3.3. The Main Objectives, Principles, and Tasks of the Organisational Development of the Russian Federation Armed Forces and Other Troops :

The main objective of the organisational development of the Russian Federation Armed Forces and other troops is to create and develop troops (forces) capable of defending the independence, sovereignty, and territorial integrity of the country, the security of the citizens, and the other vitally important interests of society and state in line with the military-political and strategic situation in the world and the real potential of the Russian Federation.

Main Principles of the Organisational Development of the Russian Federation Armed Forces and Other Troops:

- subordination of organs of military command and control and officials to the supreme organs of state power and the Council of Ministers/Government of the Russian Federation;
- the observance of general civil political rights and freedoms and the social protection of servicemen in accordance with the specific nature of military service;
- the centralization of military leadership and one-man command on a legal basis;
- the matching of the organisational structure, combat strength, and numerical strength of the troops (forces) with their assigned missions and the legislation, international commitments, and economic potential of the Russian Federation;
- the ensuring of the high level of professionalism of the Russian Federation Armed Forces and other troops;
- the ensuring of potential to build up the combat might of the Russian Federation Armed Forces and other troops in keeping with the increase in the military threat, and the timely buildup and preparation of a mobilisation reserve;
- the calculation of the country's geopolitical and geostrategic position;
- the use of national and world experience of military organisational development.

The organisational and other development of the Russian Federation Armed Forces and other troops are carried out in line with the concepts for their organisational development in accordance with co-ordinated and agreed programs and plans.

The main efforts in the organisational development of the Russian Federation Armed Forces are concentrated on performing the following tasks:

- Through 1996:
 - the creation of groups of troops (forces) on the territory of the Russian Federation in accordance with their mission and tasks;
 - the improvement of the troops' branch structure;
 - the completion of the withdrawal back to Russian territory of formations and units stationed outside Russia;
 - the continuation of the switch to the mixed system of manpower acquisition, which combines voluntary service -- under contract -- with service based on drafting citizens for military service on the extraterritorial principle;
 - the reduction in the numerical strength of the Armed Forces to the established level.
- In the period 1996-2000:
 - the completion of the reorganisation of the Armed Forces structure, the switch to the mixed system of manpower acquisition, and the creation of groupings of troops (forces) and a military infrastructure on the territory of the Russian Federation.

The priority is the development of the Russian Federation Armed Forces and other troops intended for deterrence against aggression as well as the mobile forces of the Russian Federation Armed Forces and other troops able to redeploy within a short period and to mount and conduct maneuver operations in any sector (any region) where a threat to the security of the Russian Federation may arise.

The interests of the security of the Russian Federation and other states belonging to the CIS may require troops (forces) and resources to be deployed outside the territory of the Russian Federation and mixed troop formations to be set up manned by servicemen of the Commonwealth states, generally on a contract basis. The terms of this deployment and manning are determined by the corresponding international legal documents.

The troops (forces) of the Russian Federation may be outside its territory within joint (with the troops (forces) of other states) or Russian groupings and individual bases (installations).

Regardless of the terms of deployment, Russian military formations on the territory of various states are part of the Armed Forces and when performing their assigned missions,

act in accordance with the procedure prescribed for the Russian Federation Armed Forces, taking into account bilateral and multilateral treaties and agreements.

The Russian Federation Armed Forces must be trained to regroup within minimal timeframes to areas under threat and for active operations -- both defensive and offensive -- in any scenario where armed conflicts and wars are unleashed and conducted and amid the massive use of modern and future weapons. The forms, methods, and means of conducting combat operations which best accord with the prevailing situation and ensure that the initiative is seized and the aggressor defeated must be chosen.

The men, equipment, and weapons of other troops are trained to perform the missions which are assigned to them by existing legislation in peacetime and wartime. Particular significance here is attached to:

- the ensuring of the stable functioning of intelligence, command, and communications systems and the winning and maintenance of superiority in various spheres;
- the isolation of the aggressor's incursionary groups of troops (forces);
- a flexible combination of delivery of fire and troop mobile actions;
- close co-operation between branches, combat arms, and the special troops of the Armed Forces, the coordination of plans for the use of the Armed Forces and other troops in armed conflicts and wars and in performing joint missions;
- the destruction of command control installations of the enemy's troops and weapons.

4. MILITARY-TECHNICAL AND ECONOMIC FOUNDATIONS OF MILITARY DOCTRINE:

The following are examined in this section:

- the aims and asks of military-technical support for the military security of the Russian Federation;
- the basic directions of development of the defense-industrial potential of the Russian Federation;
- military-technical co-operation between the Russian Federation and foreign countries.

4.1. Aims and Tasks of Military-Technical Support for the Military Security of the Russian Federation:

The main aim of military-technical support for the military security of the Russian Federation is the prompt supply and material provision for the Russian Federation Armed Forces and other troops of efficient weapons systems, military and special hardware, and other equipment in quantities necessary and sufficient for the guaranteed protection of the vitally important interests of society and the state.

The basic ways of achieving this aim are:

- the creation of the best possible system of weapons, military and special hardware, and other equipment ensuring the enhancement of combat efficiency by means of qualitative indicators and based on plans for the organisational development and operational use of the Russian Federation Armed Forces and other troops;
- the supplying of the Russian Federation Armed Forces and other troops with efficient models of weapons, military and special hardware, and other equipment and provision for their everyday maintenance;
- the application of the latest scientific and technical achievements, advanced technologies, and progressive materials in conducting scientific-research and experimental design work

for the preferential creation of new generations of weapons, military and special hardware, and other equipment, and the maximum use of mathematical models for the assessment of their combat efficiency before starting series production;

- the ensuring of the production and mobilisation capacities needed by industry for the output of weapons, military and special hardware, and other equipment.

The principles of satisfying the requirements of the Armed Forces and other troops in terms of weapons, military and special hardware, and other equipment are:

- correspondence between the level of technical supplies and the requirements of ensuring military security;
- consideration for the state's scientific, technical, and economic potential;
- the maintenance of the system of weapons, military and special hardware, and other equipment in a state of operational readiness;
- the anticipatory operational, scientific, technical, and economic justification of the requirements for weapons, military and special hardware, and other equipment, and also the overall requirements of these, taking into consideration the long-term financing of research, development, and production;
- the concentration of financial and material-technical resources for priority spheres of the military-technical supplying of the Armed Forces and other troops.

The basic directions of military-technical support for military security and the rational use of the defense-industrial potential are:

- the development and implementation of long-term weapons and military hardware programs (up to 10-15 years) and the state defense order financed by the state;
- the structural restructuring of industry, ensuring the military-technical and economic independence of the Russian Federation in the conditions of transition to a market economy;
- the improvement of the system of state management of the development and production of weapons, military and special hardware, and other equipment in conditions of changing forms of ownership;
- the introduction of a system of financial-economic regulators and mechanisms aimed at ensuring all types of resources for defense orders, as well as the creation of an economic interest for enterprises under various forms of ownership to conduct work to create and manufacture weapons, military and special hardware, and other equipment;
- anticipatory compensation for the possible negative consequences of any reduction in the volume of military developments and the manufacture of weapons, military and special hardware, and other equipment;
- the guaranteed provision of financial and material and technical resources for work to create weapons, military and special hardware, and other equipment;
- the introduction of the contract and competitive principle in the system of orders and the development and manufacture of military output and military-purpose output;
- the organisation of scientific-research and experimental design work of competitive technologies and advanced technologies to replace imported ones, including dual-use technologies;
- the constant exchange of dual-use technologies and their joint utilisation, with the interests of the state and the producers taken into account;
- the optimization of the system of orders for scientific/ technical output, the list of supplied models of weapons, military and special hardware, and other equipment, and their unitization and standardization;
- the implementation of a credit-financial policy ensuring the implementation of the defense order;

- the maintenance of the pace of the rearming of troops to meet the requirements of reliably ensuring military security;
- the planned modernization of weapons, military and special hardware, and other equipment.

Priorities of military-technical support for the military security of the Russian Federation:

- the preferential development of fundamental and applied research and experimental-design developments making it possible to react effectively to emerging military threats and military-technical breakthroughs;
- the development and production of highly efficient systems for the command and control of troops and weapons, communications, intelligence, strategic warning, electronic warfare, and precision, mobile, non nuclear weapons, as well as systems for their information support;
- the maintenance of the entire complex of strategic weapons at a level ensuring the security of the Russian Federation and its allies, strategic stability, and deterrence of nuclear and conventional wars, as well as nuclear security;
- the enhancement of the individual level of technical equipment providing servicemen's means of warfare, communications, and protection;
- the improvement of the ergonomic features of weapons and military hardware in the "man-machine" systems.

The supplying of the Russian Federation Armed Forces and other troops with weapons and military hardware is ensured by the defense-industrial potential formed by the Russian Federation Council of Ministers/Government. Its material base is made up of enterprises (organisations) which carry out research, development, production, warranty inspection, and the salvaging of weapons, military and special hardware, and other equipment.

4.2. Basic Avenues of Development of the Defense-industrial Potential:

- ensuring the level of fundamental, basic, and applied research, advanced scientific, technical, and technological developments, the development of the scientific-experimental, testing, and production base of enterprises (organisations) which would guarantee the implementation of the state defense order;
- the rational balanced development of the defense-industrial potential and its infrastructure, taking into consideration the requirements of ensuring the country's military security, the implementation of the program for the conversion of military production, and the efficient functioning of the economy as a whole;
- the creation and development of capacities for the production and repair of weapons, military and special hardware, and other equipment necessary for ensuring the full cycle of the production of their basic types;
- the elaboration and implementation of a package of measures to ensure the mobilisation readiness of the economy and the creation of state mobilisation reserves.

4.3. Military-Technical Co-operation Between the Russian Federation and Foreign Countries:

In the organisation of military-technical co-operation with foreign countries, the Russian Federation proceeds from the need to ensure its military-political and economic interests in a balanced way. Military-technical co-operation is the state's prerogative and is

structured on the basis of Russian legislation and interstate agreements to which the Russian Federation is a party.

Military-technical co-operation includes the following:

- supplies to foreign countries and the export and import of weapons and military hardware, military technologies, and the results of scientific and technical activity in the military sphere;
- sending military advisers and specialists on official trips;
- conducting commissioned and joint scientific-research and experimental design work to create new models of weapons and military hardware;
- giving technical assistance in the creation of military facilities and defense industry enterprises;
- carrying out other work and services of a military-technical nature.

The Russian Federation is giving priority significance to the restoration and expansion on a mutually advantageous basis of co-operation ties between enterprises forming the defense-industrial potential and sectoral scientific research institutions of CIS member states.

The aims of military-technical co-operation are:

- strengthening the Russian Federation's military-political positions in various regions in the world;
- earning foreign currency for state requirements, the development of conversion, military production, the dismantling and salvaging of weapons, and the structural restructuring of enterprises in the defense sectors of industry;
- maintaining the country's export potential in the sphere of conventional weapons and military hardware at the necessary level;
- developing the scientific, technical, and experimental base of the defense sectors of industry and their scientific-research and experimental design work institutions and organisations;
- providing social protection for the personnel of enterprises, institutions, and organisations developing and producing weapons, military and special hardware, and other equipment.

5. CONCLUSION:

The Russian Federation guarantees the implementation of the basic provisions of the military doctrine. It is strictly observing the UN Charter and universally recognized international law norms and principles and will continue to do so.

The "Basic Provisions of the Military Doctrine" determine the strictly defensive orientation of activity to ensure the military security of the Russian Federation and its allies, enshrine the Russian Federation's commitment to the aims of averting wars and armed conflicts, their elimination from the life of humankind, universal disarmament, the elimination of military blocs, and affirm its determination to strive for the materialization of the ideals of humanism, democracy, social progress, and universal security and peace.

The "Basic Provisions of the Military Doctrine," as a constituent component of the overall concept of security, which determines ways and means of ensuring the military security of the Russian Federation in the transitional period of its development, will be supplemented, adjusted, and improved as Russian statehood is established and a new system of international relations is formed.

Annexe 2 : La nouvelle doctrine militaire de la Fédération de Russie, version 2000.

Doctrine militaire de la Fédération de Russie

Décret présidentiel en date du 21 avril 2000

The Military Doctrine of the Russian Federation (hereinafter referred to as the Military Doctrine) constitutes the sum total of the official views (precepts) determining the military-political, military-Strategic and military-economic foundations for safeguarding the Russian Federation's military security.

The Military Doctrine is a document for the transitional period - the period of the formation of democratic statehood and a mixed economy, the transformation of the state's military organisation and the dynamic transformation of the system of international relations.

The Military Doctrine is a development of the Basic guidelines for the Russian Federation's Military Doctrine of 1993 and fleshes out in respect of the military sphere the precepts of the Russian Federation National Security Blueprint. The provisions of the Military Doctrine are based on a comprehensive evaluation of the state of the military-political situation and a Strategic forecast of its development, on a scientifically justified definition of the current and longer-term missions, objective requirements and real potential for safeguarding the Russian Federation's military security, and also on a systematic analysis of the content and nature of modern wars and armed conflicts, and Russian and foreign experience of military organisational development and the art of war.

The Military Doctrine is defensive in nature, which is predetermined by the organic combination within its provisions of a consistent adherence to peace with a firm resolve to defend national interests and guarantee the military security of the Russian Federation and its allies.

The legal basis for the Military Doctrine is provided by the Constitution of the Russian Federation, federal laws and other normative legal acts of the Russian Federation, and the Russian Federation's international treaties in the sphere of the safeguarding of military security.

The Military Doctrine's provisions may be clarified and supplemented after due consideration of changes in the military-political situation, the nature and makeup of military threats, and the conditions underlying organisational development and the utilisation of the state's military organisation, as well as the Russian Federation president's annual messages to the Federal Assembly, directives on planning for the use of the Russian Federation armed forces and other troops, military formations and bodies, and documents on questions of safeguarding the Russian Federation's military security.

Implementation of the Military Doctrine is achieved through the centralisation of state and military command and control and the implementation of a range of political, diplomatic, economic, social, information, legal, military and other measures aimed at safeguarding the military security of the Russian Federation and its allies.

I. MILITARY-POLITICAL PRINCIPLES :

Military-political situation

1. The state of and prospects for the development of the present-day military-political situation are determined by the qualitative improvement in the means, forms and methods of military conflict, by the increase in its reach [Russian: prostranstvennyy razmakh] and the severity of its consequences, and by its spread to new spheres. The possibility of achieving military-political goals through indirect, non-close-quarter operations predetermines the particular danger of modern wars and armed conflicts for peoples and states and for preserving international stability and peace, and makes it vitally necessary to take exhaustive measures to prevent them and to achieve a peaceful settlement of differences at early stages of their emergence and development.

2. The military-political situation is determined by the following main factors:

- a decline in the threat of large-scale war, including nuclear war; the shaping and strengthening of regional power centres; the strengthening of national, ethnic and religious extremism; the rise in separatism;
- the spread of local wars and armed conflicts; an increase in the regional arms race;
- the spread of nuclear and other types of weapons of mass destruction and delivery systems; the exacerbation of information confrontation.

3. A destabilising impact on the military-political situation is exerted by:

- attempts to weaken (ignore) the existing mechanism for safeguarding international security (primarily, the United Nations and the Organisation for Security and Co-operation in Europe [OSCE]);
- the use of coercive military actions as a means of "humanitarian intervention" without the sanction of the UN Security Council, in circumvention of the generally accepted principles and norms of international law;
- the violation by certain states of international treaties and agreements in the sphere of arms control and disarmament;
- the utilisation by entities in international relations of information and other (including non-traditional) means and technologies for aggressive (expansionist) purposes;
- the activities of extremist nationalist, religious, separatist and terrorist movements, organisations and structures;
- the expansion of the scale of organised crime, terrorism and weapons and drug trafficking, and the multinational nature of these activities.

The main threats to military security

4. Under present-day conditions the threat of direct military aggression in the traditional forms against the Russian Federation and its allies has declined thanks to positive changes in the international situation, the implementation of an active peace-loving foreign-policy course by our country and the maintenance of Russia's military potential, primarily its nuclear deterrent potential, at an adequate level.

At the same time, external and internal threats to the military security of the Russian Federation and its allies persist, and in certain areas are increasing.

5. The main external threats are:

- territorial claims against the Russian Federation; interference in the Russian Federation's internal affairs;
- attempts to ignore (infringe) the Russian Federation's interests in resolving international security problems, and to oppose its strengthening as one influential centre in a multipolar world;
- the existence of seats of armed conflict, primarily close to the Russian Federation's state border and the borders of its allies;
- the creation (build-up) of groups of troops (forces) leading to the violation of the existing balance of forces, close to the Russian Federation's state border and the borders of its allies or on the seas adjoining their territories;
- the expansion of military blocs and alliances to the detriment of the Russian Federation's m i l i t a r y s e c u r i t y; the introduction of foreign troops in violation of the UN Charter on the territory of friendly states adjoining the Russian Federation;
- the creation, equipping and training on other states' territories of armed formations and groups with a view to transferring them for operations on the territory of the Russian Federation and its allies;
- attacks (armed provocations) on Russian Federation military installations located on the territory of foreign states, as well as on installations and facilities on the Russian Federation's state border, the borders of its allies or the high seas;
- actions aimed at undermining global and regional stability, not least by hampering the work of Russian systems of state and military rule, or at disrupting the functioning of Strategic nuclear forces, missile-attack early-warning, antimissile defence, and space monitoring systems and systems for ensuring their combat stability, nuclear munitions storage facilities, nuclear power generation, the nuclear and chemical industries and other potentially dangerous installations;
- hostile information (information-technical, information-psychological) operations that damage the military security of the Russian Federation and its allies;
- discrimination and the suppression of the rights, freedoms and legitimate interests of the citizens of the Russian Federation in foreign states;
- international terrorism.

6. The main internal threats are:

- an attempted violent overthrow of the constitutional order;
- illegal activities by extremist nationalist, religious, separatist and terrorist movements, organisations and structures aimed at violating the unity and territorial integrity of the Russian Federation and destabilising the domestic political situation in the country;
- the planning, preparation and implementation of operations aimed at disrupting the functioning of federal bodies of state power and attacking state, economic or military facilities, or facilities related to vital services or the information infrastructure;
- the creation, equipping, training and functioning of illegal armed formations;
- the illegal dissemination (circulation) on Russian Federation territory of weapons, ammunition, explosives and other means which could be used to carry out sabotage, acts of terrorism or other illegal operations;
- organised crime, terrorism, smuggling and other illegal activities on a scale threatening the Russian Federation's military security.

Safeguarding military security

7. Safeguarding the Russian Federation's military security is the most important area of the state's activity.

The main goals of safeguarding military security are to prevent, localise and neutralise military threats to the Russian Federation.

The Russian Federation views the safeguarding of its military security within the context of building a democratic law-governed state, implementing socio-economic reform, asserting the principles of equal partnership, mutually advantageous co-operation and good-neighbourliness in international relations, consistently shaping an overall and comprehensive international security system, and preserving and strengthening universal peace.

The Russian Federation:

- proceeds on the basis of the abiding importance of the fundamental principles and norms of international law, which are organically intertwined and supplement each other;
- maintains the status of nuclear power to deter (prevent) aggression against it and (or) its allies;
- implements a joint defence policy together with the Republic of Belarus, co-ordinates with it activities in the sphere of military organisational development, the development of the armed forces of the Union State's [reference to the Union State of Russia and Belarus] member states and the utilisation of military infrastructure, and takes other measures to maintain the Union State's defence capability;
- attaches priority importance to strengthening the collective security system within the CIS framework on the basis of developing and strengthening the [CIS] Collective Security Treaty;
- views as partners all states whose policies do not damage its national interests and security and do not contravene the UN Charter;
- gives preference to political, diplomatic and other non-military means of preventing, localising and neutralising military threats at regional and global levels;
- strictly observes the Russian Federation's international treaties in the sphere of arms control, reduction and disarmament, and promotes their implementation and the safeguarding of the arrangements they define;
- punctiliously implements the Russian Federation's international treaties as regards Strategic offensive arms and antimissile defence, and is ready for further reductions in its nuclear weapons, on a bilateral basis with the United States as well as on a multilateral basis with other nuclear states, to minimal levels meeting the requirements of Strategic stability;
- advocates making universal the regime covering the non-proliferation of nuclear weapons and their delivery systems, resolutely enhancing the effectiveness of that regime through a combination of prohibitive, monitoring and technological measures, and ending and comprehensively banning nuclear testing;
- promotes the expansion of confidence-building measures between states in the military sphere, including reciprocal exchanges of information of a military nature and the co-ordination of military doctrines, plans, military organisational development measures and military activity.

8. The Russian Federation's military security is safeguarded by the sum total of the forces, means and resources at its disposal.

Under present-day conditions the Russian Federation proceeds on the basis of the need to have a nuclear potential capable of guaranteeing a set level of damage to any aggressor (state or coalition of states) under any circumstances.

The nuclear weapons with which the Russian Federation armed forces are equipped are seen by the Russian Federation as a factor in deterring aggression, safeguarding the military security of the Russian Federation and its allies and maintaining international stability and peace.

The Russian Federation reserves the right to use nuclear weapons in response to the use of nuclear and other types of weapons of mass destruction against it and (or) its allies, as well as in response to large-scale aggression using conventional weapons in situations critical to the national security of the Russian Federation.

The Russian Federation will not use nuclear weapons against states party to the Non-proliferation Treaty that do not possess nuclear weapons, except in the event of an attack on the Russian Federation, the Russian Federation armed forces or other troops, its allies or a state to which it has security commitments that is carried out or supported by a state without nuclear weapons jointly or in the context of allied commitments with a state with nuclear weapons.

The main principles for safeguarding military security are:

- the combination of firm centralised leadership of the state's military organisation with civilian control over its activities;
- effective forecasting, the timely identification and classification of military threats and appropriate responses to them;
- sufficient forces, means and resources to safeguard military security, and their rational utilisation;
- the correspondence of the level of readiness, training and provision of the state's military organisation to the requirements of military security;
- the refusal to damage international security and the national security of other countries.

10. [number as published; no number 9] Main content of safeguarding military security:

- in peacetime:
 - formation and implementation of a single state policy in the sphere of safeguarding military security;
 - maintenance of domestic political stability and protection of the constitutional system, integrity and inviolability of the territory of the Russian Federation;
 - development and strengthening of friendly (allied) relations with neighbouring and other states;
 - creation and improvement of the system of defence of the Russian Federation and its allies;
 - all-around support for and qualitative improvement of the Russian Federation armed forces and other troops, military formations and bodies (hereinafter referred to as the

Russian Federation armed forces and other troops) and maintenance of their readiness for co-ordinated actions to avert, localise and neutralise external and internal threats;

- preparation of a system of measures to transfer the Russian Federation armed forces and other troops to a wartime footing (including their mobilisation deployment);
 - improvement of the economic, technological and defence industry base; enhancement of the mobilisation readiness of the economy; creation of conditions ensuring the timely switching of industrial enterprises stipulated in the plan to the production of military output; organising of the preparation of the bodies of state power, enterprises, institutions, organisations, and the country's population for performing missions in safeguarding military security and conducting territorial and civil defence;
 - protection of the Russian Federation's facilities and installations on the high seas, in space and on the territory of foreign states; protection of shipping, fishing and other types of activities in the adjacent maritime zone and in distant areas of the ocean;
 - protection and defence of the state border of the Russian Federation within the limits of border territory, airspace and the underwater environment, and of the exclusive economic zone and continental shelf of the Russian Federation and their natural resources;
 - support (where necessary) for political acts of the Russian Federation by means of the implementation of corresponding measures of a military nature and [by means of] a naval presence;
 - preparation for territorial and civil defence;
 - development of the necessary military infrastructure;
 - safeguarding the security of Russian Federation citizens and protecting them from military threats;
 - development of a conscious attitude among the population towards safeguarding the country's military security;
 - monitoring of the mutual fulfilment of treaties in the sphere of arms limitation, reduction, and elimination and the strengthening of confidence-building measures;
 - ensuring readiness to participate (participating) in peacekeeping activities;
- in a period of threat and on the commencement of a war (armed conflict):
 - the timely declaration of a state of war; imposition of martial law or a state of emergency in the country or in particular localities within it; full or partial Strategic deployment of the Russian Federation armed forces and other troops, or units thereof; bringing them into readiness to perform their missions;
 - co-ordination, in line with federal legislation, of the activities of the federal bodies of state power, the bodies of state power of constituent parts of the Russian Federation, local self-government bodies, public organisations and citizens in the interests of repulsing aggression;
 - the organising and co-ordinated implementation of armed, political, diplomatic, information, economic and other forms of struggle;
 - adoption and implementation of decisions on the preparation for and pursuit of military operations;
 - the switching of the country's economy and of individual sectors of it, enterprises and organisations, transportation and communications onto a footing of work in the conditions of a state of war;
 - the organising and implementation of territorial and civil defence measures;

- provision of aid to allies of the Russian Federation; enlistment and realisation of their potential for achieving joint objectives in a war (armed conflict);
- prevention of the enlistment of other states in the war (armed conflict) on the side of the aggressor;
- utilisation of the potential of the United Nations and other international organisations to prevent aggression, force the aggressor to end the war (armed conflict) at an early stage and restore international security and peace.

The state's military organisation

11. The objectives of safeguarding the military security of the Russian Federation are served by the state's military organisation.

12. The state's military organisation includes the Russian Federation armed forces, which constitute its nucleus and the basis of safeguarding military security; other troops, military formations and bodies designed for the performance of military security missions by military methods; and their command and control bodies.

The state's military organisation also includes that part of the country's industrial and scientific complexes that is intended for performing missions relating to military security.

13. The main aim of the development of the state's military organisation is to ensure guaranteed protection of the national interests and military security of the Russian Federation and its allies.

14. Basic principles of development of the state's military organisation:

- appropriate consideration of conclusions drawn from the analysis of the state of and prospects for the development of the military-political situation;
- centralisation of leadership;
- sole command [Russian: yedinonachaliye] on a legal basis;
- attainable correspondence, within the limits of the country's economic potential, between, on the one hand, the level of combat and mobilisation training, the preparedness of bodies of military command and control and of the troops (forces), their structures, fighting strength and strength of the reserve, and reserves of material means and resources, and, on the other hand, the missions of safeguarding military security;
- unity of training and education;
- implementation of servicemen's rights and freedoms and safeguarding of their social protection and appropriate social status and living standard.

The development of all components of the state's military organisation takes place in accordance with normative labour acts governing their activity and on the basis of agreed and co-ordinated programmes and plans.

15. Main priorities of development of the state's military organisation:

- creation of an integrated system of command and control of the state's military organisation and the ensuring of its effective functioning;
- development and improvement of the troops (forces) ensuring Strategic deterrence (including nuclear deterrence);

- creation and maintenance in necessary readiness of structures for preparing mobilisation resources and for ensuring the mobilisation deployment of the Russian Federation armed forces and other troops;
- manning, equipping, all-around support, and preparation of combined units and troop units for a state of permanent combat readiness of general-purpose forces for performing missions of deterrence and the conduct of combat operations in local wars and armed conflicts.

16. Basic principles of development of the state's military organisation:

- bringing the structure, composition and strength of components of the state's military organisation into line with the missions of safeguarding military security, with due consideration of the country's economic potential;
- increasing the qualitative level, effectiveness and security of functioning of the technological basis of the system of state and military command and control;
- improving military-economic support for the state's military organisation on the basis of the concentration and rational utilisation of financial and material resources;
- improving strategic planning on the principle of unity of use of the Russian Federation armed forces and other troops;
- increasing the effectiveness of functioning of systems of personnel training, military education, operational and combat training, education of servicemen, all types of support and military science;
- improving the system of manning (on the basis of the contract and draft principle, with a gradual increase - as the necessary socio-economic conditions are created - in the proportion of servicemen carrying out military service under contract, first and foremost in the posts of junior commanding officers and specialists in the leading combat specialities);
- increasing the effectiveness of the system of operation and maintenance of arms and military equipment;
- improving special information support for the Russian Federation armed forces and other troops and their command and control bodies;
- strengthening the rule of law, order and military discipline;
- implementing state policy in strengthening the prestige of military service and preparing Russian Federation citizens for it;
- developing international military (military-political) and military-technical co-operation;
- improving the normative legal base for the organisational development and the development and utilisation of the state's military organisation and its system of relations with society.

17. An integral part and a priority task of the present stage of military organisational development is the implementation of comprehensive military reform determined by the radical changes in the military-political situation and the missions and conditions of safeguarding the military security of the Russian Federation.

Within the framework of military reform, an interconnected, co-ordinated reform of all components of the state's military organisation takes place.

Leadership of the state's military organisation

18. Leadership of the organisational development, preparation and utilisation of the state's

military organisation and of safeguarding the military security of the Russian Federation is exercised by the president of the Russian Federation, who is supreme commander-in-chief of the Russian Federation armed forces.

19. The Russian Federation government organises the equipping of the Russian Federation armed forces and other troops with arms and military and special equipment and their furnishing with material means, resources and services; exercises overall leadership of the operational equipping of the territory of the Russian Federation in the interests of defence; and carries out other functions established by federal legislation to ensure military security.

20. The federal bodies of state power, bodies of state power of the constituent parts of the Russian Federation and local self-government bodies exercise the powers vested in them by federal legislation in safeguarding military security.

Enterprises, institutions, organisations, public associations and citizens of the Russian Federation participate in safeguarding military security according to the procedure laid down by federal legislation.

21. Command and control of the Russian Federation armed forces and other troops is exercised by the leaders of the corresponding federal bodies of executive power.

22. The Russian Federation Defence Ministry co-ordinates the activity of federal bodies of executive power and bodies of executive power of the constituent parts of the Russian Federation on questions of defence, the formulation of blueprints for the organisational development and the development of other troops and orders for arms and military equipment for them, and formulates - with the participation of the corresponding federal bodies of executive power - the blueprint of development of arms and military and special equipment and the federal state armaments programme and proposals on the state defence order.

The Russian Federation armed forces General Staff is the main body of operational command and control of the Russian Federation armed forces, co-ordinating the activity and organising the collaboration of the Russian Federation armed forces and other troops in performing missions in the defence sphere.

The directorates of the commanders-in-chief (commanders) of branches (arms) of the Russian Federation armed forces (troops) carry out the formulation and implementation of plans for the organisational development and utilisation of branches (arms) of the Russian Federation armed forces (troops) and their operational and mobilisation training, technical equipment and personnel training, and carry out command and control of the troops (forces) and their day-to-day activities and the development of the basing system and infrastructure.

The directorates of military districts (operational-strategic commands) carry out command and control of inter-branch groups of general-purpose troops (forces) and the planning and organising of measures relating to joint training with other troops, military formations and bodies for safeguarding military security within the established limits of responsibility with due consideration of their missions and the integrated system of military-administrative division of the territory of the Russian Federation.

23. In order to carry out command and control of coalition groupings of troops (forces), the

corresponding joint bodies of military command and control are set up by a co-ordinated decision of the bodies of state power of the countries participating in the coalition.

24. With a view to centralised leadership in safeguarding the military security of the Russian Federation, integrated strategic and operational planning takes place in relation to the utilisation of the Russian Federation armed forces and other troops in the interests of defence, as well as programme-targeted planning of military organisational development envisaging the formulation of long-term (10-15 years), medium-term (four to five years) and short-term (one to two years) documents.

25. The organising of the leadership of safeguarding the military security of the Russian Federation in a period of threat and the creation and functioning of the corresponding bodies of state power and bodies of military command and control are regulated by corresponding legislative and other normative legal acts of the Russian Federation.

II. MILITARY-STRATEGIC PRINCIPLES

Nature of wars and armed conflicts

1. The Russian Federation maintains a readiness to wage war and take part in armed conflicts exclusively with a view to preventing and repulsing aggression, protecting the integrity and inviolability of its territory, and safeguarding the Russian Federation's military security as well as that of its allies in accordance with international treaties.

2. The nature of modern wars (armed conflicts) is determined by their military-political goals, the means of achieving those goals and the scale of the military operations.

In accordance with this, a modern war (armed conflict) may be:

- in terms of military-political goals - just (not contravening the UN Charter and the fundamental norms and principles of international law, and waged as self-defence by the party subject to aggression); unjust (contravening the UN Charter and the fundamental norms and principles of international law, falling within the definition of aggression and waged by the party undertaking the armed attack);
- in terms of means utilised - using nuclear and other types of weapons of mass destruction; using only conventional weapons;
- in terms of scale - local, regional or large-scale.

3. The main general features of modern war are:

- its impact on all spheres of human activity;
- its coalition nature;
- the extensive use of indirect, non-close-quarter and other (including non-traditional) forms and means of operation, and long-range effective engagement and electronic engagement [Russian: dalnego ognevogo i elektronnogo porazheniya];
- a desire on the part of the sides to disrupt the system of state and military command and control;
- the use of highly efficient state-of-the-art systems of arms and military hardware (including those based on new physical principles);
- highly manoeuvrable operations by troops (forces) in disparate areas with the extensive utilisation of air-mobile forces, Airborne Troops and special-purpose forces;

- attacks against troops (forces), rear-service and economic facilities, and means of communication [Russian: kommunikatsii] throughout the territory of each of the warring parties;
- the implementation of air campaigns and operations; the catastrophic consequences of hitting (destroying) power-generation enterprises (above all nuclear), chemical and other dangerous production facilities, infrastructure, means of communication [Russian: kommunikatsii] and vital installations;
- a high likelihood of new states being drawn into the war, the escalation of warfare and the expansion of the scale and range of the means employed, including weapons of mass destruction;
- the participation in the war of irregular armed formations alongside regular units.

4. Armed conflict can arise in the form of an armed incident, an armed action and other armed clashes on a limited scale and be the consequence of an attempt to resolve national, ethnic, religious, or other differences with the help of the means of military conflict.

Border conflict is a special form of armed conflict.

Armed conflict can be international in nature (involving two or several states) or international [as published] and internal in nature (with armed confrontation being conducted within the territory of a single state).

5. Armed conflict is characterised by:

- a high degree of involvement and vulnerability of the local population;
- the use of irregular armed formations;
- the extensive utilisation of sabotage and terrorist methods;
- the complex moral and psychological atmosphere in which the troops operate;
- the enforced diversion of considerable forces and assets to safeguard the security of transport routes or areas and locations where troops (forces) are sited;
- the threat that it may be transformed into a local ([in the case of an] international armed conflict) or civil ([in the case of an] internal armed conflict) war.

6. Unified (multidepartmental) groups of troops (forces) and command and control units may be set up to perform missions in an internal armed conflict.

7. A local war may be waged by groups of troops (forces) deployed in a conflict zone, being reinforced if necessary by transfers of troops, forces and assets from other areas and the implementation of the partial strategic deployment of armed forces.

In a local war the sides will operate within the borders of the warring states and pursue limited military-political goals.

8. A regional war may result from the escalation of a local war or armed conflict and be waged with the involvement of two or several states (groups of states) in a single region, by national or coalition armed forces utilising both conventional and nuclear weapons.

In a regional war the sides will pursue important military-political goals.

9. A large-scale war may result from an escalation of an armed conflict, local or regional war,

or from the involvement in them of a significant number of states from different parts of the world.

A large-scale war utilising only conventional weapons will be characterised by a high probability of escalating into a nuclear war with catastrophic consequences for civilisation and the foundations of human life and existence.

In a large-scale war the sides will set radical military-political goals requiring the total mobilisation of all the material and spiritual resources of the states involved.

10. A large-scale (regional) war may be preceded by a period of threat.

11. A large-scale (regional) war may have an initial period, the main component of which is an intense armed struggle to gain the strategic initiative, preserve stable state and military command and control, achieve supremacy in the information sphere, and win (maintain) air superiority.

In the event of a prolonged large-scale (regional) war its goals will be achieved in the subsequent and final periods.

12. The Russian Federation consistently and firmly strives for the creation of an effective system of political, legal, organisational, technical and other international guarantees to prevent armed conflicts and wars.

Principles governing the use of the Russian Federation armed forces and other troops

13. The Russian Federation considers it lawful to utilise the Russian Federation armed forces and other troops to repulse aggression directed against it.

The Russian Federation armed forces and other troops can also be used for protection against unconstitutional actions or illegal armed violence threatening the integrity and inviolability of Russian Federation territory, to perform missions in accordance with the Russian Federation's international treaties and to perform other missions in accordance with federal legislation.

14. The goals of the use of the Russian Federation armed forces and other troops are:

- in a large-scale (regional) war that is unleashed by a state (group or coalition of states) - to protect the independence, sovereignty and territorial integrity of the Russian Federation and its allies, to repulse aggression, to effectively engage the enemy and to force it to end its military operations on terms according with the interests of the Russian Federation and its allies;
- in local wars and international armed conflicts - to localise the seat of tension, to create the prerequisites for ending the war or armed conflict or for bringing it to an end at an early stage; to neutralise the aggressor and achieve a settlement on terms according with the interests of the Russian Federation and its allies;
- in internal armed conflicts - to rout and liquidate illegal armed formations, to create the conditions for a full settlement of the conflict on the basis of the Constitution of the Russian Federation and federal legislation;
- in peacekeeping and peace restoration operations - to disengage the warring factions, to stabilise the situation and to ensure the conditions for a just peace settlement.

15. The main ways of utilising the Russian Federation armed forces and other troops are:

- strategic operations, operations and combat operations - in large-scale and regional wars;
- operations and combat operations - in local wars and international armed conflicts;
- joint special operations - in internal armed conflicts;
- counter-terrorist operations - in the fight against terrorism in accordance with federal legislation;
- peacekeeping operations.

16. The Russian Federation armed forces and other troops should be prepared to repulse aggression, effectively engage an aggressor and conduct active operations (both defensive and offensive) under any scenario for the unleashing and waging of wars and armed conflicts, under conditions of the massive use by the enemy of modern and advanced combat weapons, including weapons of mass destruction of all types.

At the same time, the Russian Federation armed forces must ensure the implementation of peacekeeping activities by the Russian Federation both independently and as part of international organisations.

17. The main missions of the Russian Federation armed forces and other troops are:

- in safeguarding military security:
 - the timely disclosure of a threatening development in the military-political situation or of preparations for an armed attack against the Russian Federation and (or) its allies;
 - maintenance of the composition, condition, combat and mobilisation readiness, and training of the strategic nuclear forces, and of the forces and assets ensuring their functioning and utilisation, as well as of command and control systems, at a level guaranteeing a set level of damage for an aggressor under any circumstances;
 - maintenance of combat potential, combat and mobilisation readiness and preparation of peacetime general-purpose groups of troops (forces) at a level ensuring the repulsing of aggression on a local scale;
 - maintenance of arms and military (special) equipment and reserves of material resources in readiness for combat use;
 - carrying out of alert duty (combat service) by assigned (appointed) troops, forces and resources;
 - high-quality and complete fulfilment of plans and programmes for operational, combat, and mobilisation training and education of personnel of the troops (forces);
 - maintenance of readiness for strategic deployment within the framework of state measures to put the country onto a wartime footing;
 - protection and defence of the Russian Federation state border;
 - development of the air defence of the Russian Federation as an integrated system based on centralised command and control of all air defence forces and resources;
 - creation of the conditions for the security of economic activity and protection of the Russian Federation's national interests in the territorial seas, on the continental shelf and in the exclusive economic zone of the Russian Federation as well as on the high seas;
 - protection of important state facilities;
 - prevention and termination of acts of sabotage and terrorism;
 - prevention of ecological and other emergencies and elimination of their consequences;

- organisation of civil and territorial defence;
- safeguarding of technical cover and restoration of means of communication [Russian: *kommunikatsii*];
- safeguarding of information security.

The performance of missions in defence of the Russian Federation's national interests on the high seas takes place in accordance with the Fundamentals of Russian Federation policy in the sphere of naval activity.

All missions in safeguarding military security are carried out by the Russian Federation armed forces and other troops in co-ordination, in close collaboration, and in accordance with their functions as stipulated by federal legislation, [punctuation as published]

- in rebuffing an armed attack (aggression) on the Russian Federation and (or) its allies:
 - partial or full strategic deployment;
 - conduct of strategic operations, operations and combat operations (including jointly with allied states) to rout the invaders and eliminate groups of troops (forces) that have been (are being) created by the aggressor in regions where they are based or concentrated and on communication routes;
 - maintenance of readiness for utilisation, and utilisation (in cases envisaged by the Military Doctrine and in accordance with the stipulated procedure), of the nuclear deterrent potential;
 - localisation and neutralisation of border armed conflicts;
 - maintenance of the regime of martial law (state of emergency);
 - protection of the population, economic facilities and the infrastructure against the enemy's weapons;
 - fulfilment of the Russian Federation's allied commitments in accordance with international treaties.

The performance of missions in repulsing an armed attack (aggression) is organised and implemented in accordance with the Plan for utilisation of the Russian Federation armed forces, the Mobilisation plan of the Russian Federation armed forces, decrees of the Russian Federation president on military security issues, orders and directives of the supreme commander-in-chief of the Russian Federation armed forces, and other normative legal acts, plans and directive documents;

- in domestic armed conflicts:
 - the routing and liquidation of illegal armed formations and bandit and terrorist groups and organisations and the destruction of their bases, training centres, depots and communications;
 - restoration of the rule of law, and of law and order;
 - safeguarding of public security and stability;
 - maintenance of the legal regime of a state of emergency in the conflict zone;
 - localisation and blockading of the conflict zone;
 - termination of armed clashes and disengagement of the warring parties;
 - confiscation of weapons from the population in the conflict zone;
 - strengthening of protection of public order and security in regions adjacent to the conflict zone.

The performance of missions in the prevention and termination of domestic armed conflicts, the localisation and blockading of conflict zones, and the elimination of illegal armed formations, bands and terrorist groups is entrusted to joint (multidepartmental) groups of troops (forces) created on an ad hoc basis and their bodies of command and control;

- in operations to maintain and restore peace:
 - disengagement of the conflicting parties' armed groups;
 - safeguarding of the conditions for the delivery of humanitarian aid to the civilian population and their evacuation from the conflict zone;
 - blockading of the conflict zone with a view to ensuring the implementation of sanctions adopted by the international community;
 - creation of the preconditions for a political settlement.

The performance of missions in operations to maintain and restore peace is entrusted to the Russian Federation armed forces. In order to prepare for these missions, specially appointed combined units and troop units are identified. Alongside their preparation for utilisation for their immediate purpose, they are trained according to a special programme. The Russian Federation carries out rear and technical support, training and preparation of Russian contingents, the planning of their utilisation, and operational command and control in line with the standards and procedures of the United Nations, the OSCE, and the Commonwealth of Independent States.

18. Forces and resources of the Russian Federation armed forces and other troops may be enlisted to provide assistance to the bodies of state power, bodies of local self-government and the population in eliminating the consequences of accidents, disasters and natural disasters.

19. In order to perform the missions facing the Russian Federation armed forces and other troops, groups of troops (forces) are created on the territory of the Russian Federation with due consideration of:

- the degree of the potential military danger in specific strategic sectors;
- the nature of the Russian Federation's relations with contiguous states;
- the location of the Russian Federation's vitally important industrial regions and regions of strategic resources and specially important facilities;
- the potential for strategic deployment in the threatened sectors in conjunction with the lowest possible volume of transport movements, and also interregional manoeuvring;
- the potential for the timely withdrawal of troops (forces) and material and technical reserves out of range of probable missile and air strikes;
- the conditions for the billeting and provision of essential services for troops and for resolving social and living problems; the presence and status of the mobilisation deployment base;
- the socio-political situation in specific regions.

20. With a view to forming and maintaining stability and ensuring an appropriate response to the emergence of external threats at an early stage, limited contingents of the Russian Federation armed forces and other troops may be deployed in strategically important regions outside the territory of the Russian Federation, in the form of joint or national groups and individual bases (facilities).

The conditions for such deployment are defined by the appropriate international legal documents.

21. When mixed military formations of the CIS are created, they are manned by servicemen of the member states in accordance with their national legislation and the interstate agreements adopted. Servicemen who are citizens of the Russian Federation serve in such formations, as a rule, under contract.

Russian troop formations located on the territory of foreign states, irrespective of the conditions of deployment, form part of the Russian Federation armed forces and other troops and operate in accordance with the procedure there established, taking into account the requirements of the UN Charter, UN Security Council resolutions, and the Russian Federation's bilateral and multilateral treaties.

22. In order to create and develop the state's military infrastructure so as to support the strategic deployment of the Russian Federation armed forces and other troops and their pursuit of military operations, the operational equipping of the Russian Federation's territory with a view to defence is carried out under the leadership of the Russian Federation government and on the basis of a federal state programme.

23. The stockpiling and maintenance of reserves of material resources is organised by the Russian Federation government in accordance with plans for the creation of state and mobilisation reserves approved by the Russian Federation president.

The Russian Federation armed forces and other troops and bodies of executive power, in accordance with federal legislation, carry out in peacetime the stockpiling, echelonment, disposition and maintenance of reserves of material resources to support the mobilisation deployment of troops (forces) and their conduct of combat operations in the initial period of a war (for certain types of material resources also for a longer period, based on the time scale for switching the economy of the country and its individual sectors and enterprises onto working according to the established plan), and the formation, preparation, regrouping and utilisation of strategic reserves.

The planning of the stockpiling, echelonment and disposition of operational reserves of material resources and their maintenance for other troops that are made operationally subordinate to the Russian Federation Defence Ministry during a special period are carried out by the said ministry.

24. The planning of citizens' preparation for military service, military registration and registration of means of transport made available to the Russian Federation armed forces and other troops are carried out under the overall leadership of the Russian Federation armed forces General Staff.

25. In both peacetime and wartime, preparation of the country for territorial and civil defence is carried out and a range of measures are implemented to ensure the stable functioning of economic facilities, transport and communications, and ensure readiness for emergency rescue and other work in stricken [contaminated] areas [Russian: ochagi porazheniya] and zones of accidents, disasters and natural disasters.

III. MILITARY-ECONOMIC PRINCIPLES

Military-economic provision for military security

1. The main aim of military-economic provision is to meet the needs of the state's military organisation for financial and material resources.

2. The main missions of military-economic provision are:

- to ensure timely and full financial provision for the missions being performed by the state's military organisation;
- to optimise expenditure of the material resources and funds channelled into safeguarding military security, and to enhance the efficiency of their use on the basis of the interlinked and co-ordinated reform of all components of the states' [as published] military organisation;
- to develop the scientific, technical, technological and production base of the country, of the Russian Federation armed forces and other troops, and of the military infrastructure in the interest of safeguarding military security;
- to ensure legal protection for the intellectual property contained in military products and in the techniques used to develop and produce them;
- to integrate the civil and military sectors of the country's economy and to co-ordinate the state's military-economic activity in the interest of safeguarding military security;
- to create the state's infrastructure with due consideration of the performance of missions to safeguard military security;
- to enhance the level of social provision for servicemen and civilian personnel of the Russian Federation armed forces and other troops, as well as citizens working in the defence industry complex;
- to ensure the functioning and improve systems of mobilisation readiness and mobilisation preparation of the country's economy and population;
- to build up and maintain stockpiles of material resources;
- to implement mutually advantageous international military (military-political) and military-technical co-operation;
- to implement the Russian Federation's international treaties in the military-economic sphere.

3. The priority missions of military-economic provision are:

- to ensure timely and full (within the limits of the state's existing financial resources) financial provision for plans for the organisational development, development, and combat and mobilisation training of the Russian Federation armed forces and other troops, and of the requirements for all components of the state's military organisation;
- to ensure economic and financial provision for upgrading strategic and conventional arms and military and specialised equipment;
- to create the economic and financial conditions for the development and production of highly efficient standardised command and control of troops and control of weapon assets, communications, intelligence-gathering, strategic early-warning and electronic warfare systems, and precision mobile non-nuclear weapons and the information support systems for them;
- to enhance living standards and implement the social guarantees laid down by federal legislation for servicemen and their family members;

4. The main principles of military-economic provision are:

- to bring the level of financial and material provision for the state's military organisation into line with the requirements of military security and the state's resource potential;
- to focus financial, material, technical and intellectual resources on resolving the key tasks of safeguarding military security;
- to provide state support for enterprises (production facilities) and institutions (organisations) determining the military-technical and technological stability of the defence-industry complex, factory-town enterprises and closed administrative-territorial entities;
- to ensure scientific, technical, technological, information and resource independence in the development and production of the main types of military output.

5. The basic guidelines for the mobilisation preparation of the economy are:

- the preparation of an economic management system to ensure stable functioning during the period of transition to work under martial law conditions and during wartime;
- the creation, improvement and effective functioning of a system of mobilisation preparation for bodies of state power, as well as organisations and enterprises with mobilisation missions;
- the optimisation and development of the requisite mobilisation capacity and facilities;
- the creation, accumulation, preservation and renewal of stockpiles of material resources in mobilisation and state reserves;
- the creation and preservation of fallback stocks of design and technical documentation for wartime;
- the preservation and development of the economic facilities required for the stable functioning of the economy and the population's survival during wartime;
- the preparation of the financial, credit and tax systems and the money-supply system for a special system of functioning under martial law conditions;
- the development and improvement of the normative-legal base for mobilisation preparation and the transition of the Russian Federation economy, constituent parts of the Russian Federation and municipal formations to work in accordance with the established plans.

International military (military-political) and military-technical co-operation

6. The Russian Federation implements international military (military-political) and military-technical co-operation on the basis of its own national interests and the need to ensure the balanced performance of the missions of safeguarding military security.

International military (military-political) and military-technical co-operation is the state's prerogative.

7. The Russian Federation implements international military (military-political) and military-technical co-operation on the basis of foreign policy and economic expediency and the missions of safeguarding the military security of the Russian Federation and its allies, in accordance with federal legislation and the Russian Federation's international treaties, on the basis of the principles of equal rights, mutual advantage and good-neighbourliness, and observing the interests of international stability and national, regional and global security.

8. The Russian Federation attaches priority importance to the development of military (military-political) and military-technical co-operation with CIS Collective Security Treaty states on the basis of the need to consolidate the efforts to create a single defence area and safeguard collective military security.

CONCLUSION:

The Russian Federation, reaffirming its fundamental adherence to the ideas of deterring aggression, preventing wars and armed conflicts and maintaining international security and universal peace, guarantees the consistent and firm implementation of the Military Doctrine.

Traduction proposée par la Post-Soviet Amies Newsletter, URL <http://www.psan.org> (document original in Nezavisimaïa Gazeta, 22 avril 2000).

Annexe 3 : Données statistiques sur les Forces armées de la Fédération de Russie en 2001.

L'ensemble des données contenues dans cette annexe sont tirées de MILITARY BALANCE 2000/2001.

Total des Forces armées :

- Active : 1.004.100 personnels (dont 145.000 femmes).
- Réserve : 20.000.000 (dont 2400000 ayant achevés leur Service National depuis moins de cinq ans).

Forces de dissuasion stratégiques : 149.000 personnels.

- Marine : 324 missiles répartis dans 19 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.
- Unités des Forces de missiles stratégiques :
 - 776 lanceurs avec 3.540 têtes nucléaires répartis en 19 divisions ;
 - 776 ICBM²⁴ ;
 - 100 ABM²⁵.
- Systèmes d'alerte :
 - 3 radars OTH-B (Over the horizon – Backscatter) ;
 - 7 dispositifs opérationnels à longue portée ;
 - 11 radars de la série Hen House d'une portée de 6.000 km.

Armée de terre : 348.000 personnels.

- 7 districts militaires ; 1 Groupe d'opérations stratégiques ; 6 Etats-majors d'Armée ; 3 Etats-majors de Corps d'armées ;
- 5 Divisions blindées ; 21 Divisions de fusillers motorisés ; 4 Divisions aéroportées ; 12 brigades autonomes (3 parachutistes, 9 de fusillers motorisés) ;
- 7 Centres d'entraînement de district ;
- 5 Divisions d'artillerie ; 18 Brigades autonomes d'artillerie ; 7 brigades de Forces spéciales ; 20 Régiments d'hélicoptères ; 19 Brigades de missiles antiaériens ; 5 Brigades antichars.

Marine : 171.500 personnels.

- 5 Flottes de la Marine :
 - Flotte du Nord pour l'Arctique et l'Atlantique (PC à Severomorsk),
 - Flotte de la Baltique (PC à Kaliningrad),
 - Flotte de la Mer Noire (PC à Sébastopol),
 - Flotte de la Mer Caspienne (PC à Astrakan),
 - Flotte du Pacifique (PC à Vladivostok) ;
- 67 sous-marins (dont 19 stratégiques et 43 tactiques) ;
- 35 bâtiments principaux de combat (dont 1 porte-aéronefs, 7 croiseurs, 17 destroyers) ;
- 25 bâtiments amphibies principaux (d'une capacité d'emport de 180 à 520 passagers) ;
- 244 appareils de combat embarqués ;
- 107 hélicoptères armés embarqués ;
- 3 Brigades d'infanterie de marine (7500 personnels).

²⁴ ICBM : Intercontinental Ballistic Missile.

²⁵ ABM : Anti Ballistic Missile.

Armée de l'air : 184.600 personnels.

- 2 Armées aériennes :
 - 37° Armée aérienne : Commandement de l'aviation à long rayon d'action,
 - 61° Armée aérienne : Commandement de l'aviation militaire de transport ;
- 2.733 appareils de combat opérationnels ;
- 280 appareils de transport militaire ;
- 2.150 lanceurs SAM répartis en 225 sites.

Service Fédéral des Gardes Frontières : 423.000 personnels.

- 7 groupes de Gardes frontières ;
- 1000 véhicules de combat blindés ;
- 70 avions de transport ;
- environ 200 hélicoptères de transport.

Troupes du Ministère de l'intérieur : 140.000 personnels.

- 7 Districts, 11 Divisions (dont 5 autonomes d'action spéciale), 29 Brigades indépendantes ;
- 1700 véhicules de combat blindés.

Forces de protection de la Fédération de Russie : 25.000 personnels.

Service fédéral de sécurité : 4.000 personnels.

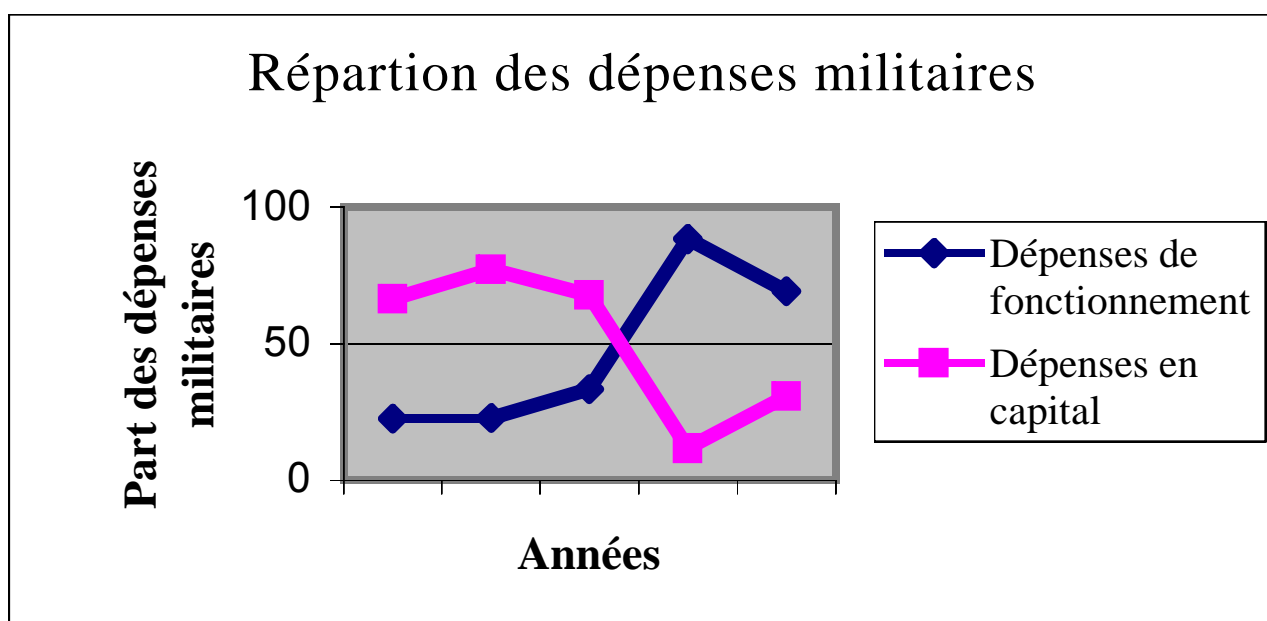
Service fédéral de protection : 10.000 personnels.

Agence fédérale des communications et de l'information : 54.000 personnels.

Troupes des chemins de fer : 50.000 personnels.

Annexe 4 : Répartition des dépenses du budget militaire sur la période 1980 / 1999²⁶

En % des dépenses militaires	1980	1986	1990	1996	1999
Dépenses de fonctionnement	22,6	22,9	33,3	88,3	69,2
Dépenses en capital	66,4	77,1	67,7	11,7	30,8



²⁶ Table tirée d'un article du Major Général M.K. SMIRNOV « The military budget and its role in the economic assurance of the country's defence capability and military security », Military thought, 1^{er} mai 2001, <http://www.findarticle.com>.

SELECTION BIBLIOGRAPHIQUE

Documents primaires :

- « The Basic Provisions of the Military Doctrine of the Russian Federation », décret présidentiel N°1833, 2 novembre 1993.
- « The Military doctrine of the Russian Federation », décret présidentiel N°....., 21 avril 2000.

Ouvrages :

- BOYER Yves et FACON Isabelle, « La politique de sécurité de la Russie », Collection de la Fondation pour la Recherche Stratégique Repères stratégiques , éd. Ellipses, 2000.

Références relatives aux doctrines militaires :

- ERICKSON John, « Pesanteurs du passé, mutations de l'environnement stratégique : une doctrine militaire équivoque en Russie », site Internet du Centre d'études de défense de l'Université d'Edimbourg.
- FACON Isabelle, « Les perspectives de la réforme militaire dans la Russie de Poutine »,
- FACON Isabelle, « Evolution des doctrines militaires de Moscou depuis 1989 : continuité, discontinuité », Recherche et Documents, n°23 novembre 2001, Fondation pour la recherche stratégique.
- FACON Isabelle, « La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident », Annuaire français des relations internationales, éd. Bruylaut, 2001.
- AMSTRONG Patrick, Revue Militaire Canadienne, Vol n°2, été 2000.
- Docteur S J MAIN, « Russia's military doctrine », The Conflict Studies Research Center, site Internet <http://www.ppc.pims.org/Projects/csrc/OB77-SJM.htm> .
- ARBATOV Alexeï, « The Transformation of Russian Military doctrine : Lessons learned from Kosovo and Chechnya », The Marshall Center Papers, n°2, George C. Marshall European Center for Military Studies.

Références relatives au concept général de sécurité et à des données diverses de la période 1990-2001 :

- PUSHKIN Pavel, « On some results of the reform of the Russian armed forces », Defense and Security, 11 mai 2001.
- « La conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie », site Internet <http://www.mid-ru/mid/eng/fconcept.htm>
- FACON Isabelle, « Vladimir Poutine face à son armée », Les informations de Sofarus, n°4, avril 2001.
- DAUCE Françoise, « Citizenship versus military professionalisation in Russia », site Internet du PSAN.
- « La nouvelle doctrine russe de politique étrangère privilégie les liens avec l'Asie », Le Monde, 17 juillet 2000.
- « New military doctrine still includes nuclear first strike », The Russia Journal, 17 au 23 mai 1999.
- « New military doctrine allows nuclear arms use in critical situation », Interfax, 7 octobre 1999.
- « Russian national security concept altered », Interfax, 6 janvier 2000.

- DUBIEN Arnaud, « Russie – CEI : une hégémonie contestée », La revue internationale et stratégique, n°38 été 2000.
- PUTIN Vladimir, Discours du Président de la Russie devant le Bundestag de la RFA le 25 septembre 2001 à Berlin, <http://www.ln.mid.ru/website/br...>
- BLAGOVINE Sergueï, « La Russie et la sécurité européenne », La revue internationale et stratégique, N°38 été 2000.
- Major Général M.K. SMIRNOV « The military budget and its role in the economic assurance of the country's defence capability and military security », Military Thought, 1^{er} mai 2001, <http://www.findarticle.com>.

Sites Internet intéressant la Russie :

- Russian observer, <http://www.rusianobserver.com>
- The Russian Issues, <http://www.theussianissues.com>
- RFE/RL Newslines, <http://www.rferl.org/newslines>
- Russian Today, <http://www.europeaninternet.com/russia>
- The Russia Journal, <http://www.russiajournal.com/index.shtml>
- The Marshall Center Web Site, <http://www.marshallcenter.org>
- The Moscow Times, <http://themoscowtimes.com>
- Conflict Studies Research Center, <http://www.ppc.pims.org/Projects/Csrc>
- NUPI, <http://www.nupi.no/ForskEng/forsk-set-en.htm>
- CIA, <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/rs.html>
- Le Monde Diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr/index/pays/russie>
- Program on New Approaches to Russian Security, <http://www.csis.org/ruseura/ponars/index.htm>
- Post soviet Armies newsletter, <http://www.geocities.com/Pentagon/barracks/6122>

TABLE DES MATIERES

<u>SOMMAIRE</u>	1
<u>PREAMBULE</u> :	2
<u>INTRODUCTION</u> :	3
<u>PREMIERE PARTIE – L’ENVIRONNEMENT DE LA PUBLICATION DES DEUX DOCTRINES MILITAIRES</u> :	5
<u>1.1. Le contexte général de la rédaction des doctrines militaires:</u>	5
1.1.1. Eléments formels généraux :.....	5
1.1.2. Première approche du contexte :	6
1.1.3. Comparaison de l’introduction des deux doctrines militaires :.....	7
1.1.4. Le contexte particulier à chaque doctrine militaire :	8
<u>1.2. La nature transitionnelle des doctrines militaires</u>	10
<u>1.3. La difficulté à la rédaction des doctrines militaires entre 1993 et 2000</u> :	12
1.3.1. Les difficultés idéologiques et politiques :.....	12
1.3.2. La controverse « forces conventionnelles » versus « forces nucléaires » :	13
1.3.3. La crise des effectifs et la marche vers la professionnalisation des personnels :.....	15
<u>DEUXIEME PARTIE – LES THEMES CENTRAUX DES DEUX DOCTRINES MILITAIRES</u> :	19
<u>2.1. Le contenu des doctrines militaires</u>	19
2.1.1. Partie 1 : données politiques :	19
2.1.2. Partie 2 : données militaires.....	22
2.1.3. Partie 3 : données économiques et coopération internationale.....	24
2.1.4. Conclusion :	26
<u>2.2. Les commentaires sur les deux doctrines militaires</u>	27
2.2.2. 1993 et 2000: les vraies priorités de sécurité de la Russie et la référence à la Tchétchénie:.....	29
2.2.3. 1993 et 2000: l’Occident nouvel « adversaire » ? :.....	31
2.2.4. 1993 et 2000: le phénomène nucléaire:.....	32
2.2.5. Les Forces armées et la capacité d’intervention intérieure :	33
<u>CONCLUSION</u> :	36
<u>ANNEXE 1 : LA DOCTRINE MILITAIRE DE LA FEDERATION DE RUSSIE, VERSION 1993</u>	38
<u>ANNEXE 2 : LA NOUVELLE DOCTRINE MILITAIRE DE LA FEDERATION DE RUSSIE, VERSION 2000</u>	54
<u>ANNEXE 3 : DONNEES STATISTIQUES SUR LES FORCES ARMEES DE LA FEDERATION DE RUSSIE EN 2001</u>	73
<u>ANNEXE 4 : REPARTITION DES DEPENSES DU BUDGET MILITAIRE SUR LA PERIODE 1980 / 1999</u>	75
<u>SELECTION BIBLIOGRAPHIQUE</u>	76
<u>TABLE DES MATIERES</u>	78